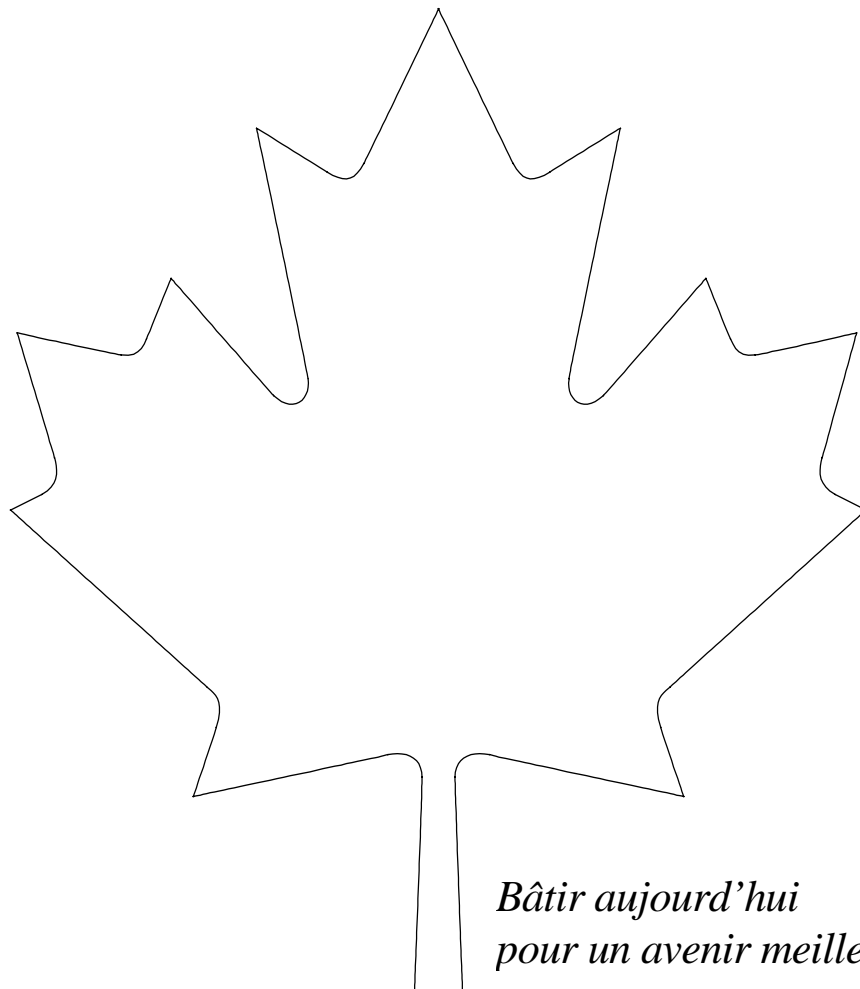


LE BUDGET DE 1999

SOUS FORME GRAPHIQUE



*Bâtir aujourd'hui
pour un avenir meilleur*

le 16 février 1999



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

Dans la présente publication, les termes du genre masculin
utilisés pour désigner des personnes englobent
à la fois les femmes et les hommes.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada (1999)
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire
ces documents doit être adressée à Travaux publics
et Services gouvernementaux Canada.

On peut obtenir des exemplaires en s'adressant au :

Centre de distribution de Finances Canada
300, avenue Laurier Ouest, Ottawa K1A 0G5
Téléphone : (613) 995-2855
Télécopieur : (613) 996-0518

ou dans les librairies participantes.

Également diffusé sur Internet à l'adresse suivante :
<http://www.fin.gc.ca/>

This document is also available in English.

N° de cat. : F1-23/1999-23F-MR1
ISBN 0-662-83496-8



Bâtir aujourd'hui un avenir meilleur

Faits saillants	5
Résumé des initiatives	6
Évolution et perspectives économiques – résister à la tourmente mondiale.....	7
La stratégie du gouvernement	25
Maintien d'une saine gestion financière.....	27
Investissement dans les grandes priorités économiques et sociales	
Amélioration des soins de santé pour les Canadiens.....	37
Bâtir une économie forte grâce au savoir et à l'innovation	47
Allègements fiscaux et amélioration de l'équité fiscale	51
Tableaux récapitulatifs des mesures budgétaires	59
Perspectives financières : tableaux récapitulatifs.....	65
Situation financière de l'ensemble du secteur public	73
Finances publiques : comparaisons internationales.....	77

Faits saillants

- ✓ Malgré une évolution défavorable à l'échelle internationale, l'emploi continue d'augmenter à un rythme rapide : 453 000 emplois ont été créés en 1998 et 87 000 rien qu'en janvier 1999. Le taux de chômage est descendu à 7,8 p. 100, son plus bas niveau depuis juin 1990.
- ✓ D'après les plus récentes prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du Fonds monétaire international (FMI), le Canada affichera l'un des meilleurs taux de croissance des pays du G-7 en 1999.
- ✓ Le gouvernement prévoit cette année un budget équilibré, à tout le moins, et il s'engage à avoir un budget équilibré ou excédentaire en 1999-2000 et 2000-2001.
- ✓ Depuis le sommet de 71,2 p. 100 observé en 1995-1996, le ratio de la dette au PIB devrait s'établir à 65,3 p. 100 en 1998-1999, pour tomber à un peu moins de 62 p. 100 en 2000-2001.
- ✓ D'importants investissements seront consentis dans le secteur de la santé grâce à une hausse de 11,5 milliards de dollars des transferts aux provinces et territoires au cours des cinq prochaines années, dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS).
 - ⇒ Le total des transferts aux provinces pour les soins de santé s'accroîtra de 2 milliards de dollars en 1999-2000 et en 2000-2001, puis de 2,5 milliards de dollars au cours des trois exercices subséquents de l'entente quinquennale.
- ✓ De plus, 1,4 milliard de dollars sera investi pendant les derniers mois de l'exercice en cours et les trois prochaines années afin de renforcer le système de santé au Canada grâce à la recherche et à l'innovation, à des activités d'information portant sur la santé, à l'amélioration des services de santé fournis aux Premières nations et à des initiatives de prévention.
- ✓ Une somme de plus de 1,8 milliard de dollars sera investie pendant les derniers mois de l'exercice en cours et les trois prochaines années pour appuyer la création, la diffusion et la commercialisation du savoir, de même que pour soutenir l'emploi, en s'appuyant sur la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances.
- ✓ Plus des trois quarts des initiatives de dépenses présentées dans les budgets de 1998 et 1999 répondent à deux des priorités essentielles des Canadiens : accroître les fonds consacrés à la santé et investir davantage dans le savoir et l'innovation.
- ✓ Les réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers totalisent 7,7 milliards de dollars pour les trois prochaines années, pour une réduction totale de 16,5 milliards de dollars provenant des budgets de 1998 et 1999.

Résumé des initiatives

Initiatives fiscales et de dépenses : budget de 1999

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	Total cumulatif
(milliards de dollars)					
Dépenses					
Bâtir une société solidaire					
Améliorer les soins de santé pour les Canadiens					
Augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS			1 000	2 000	3 000
Supplément du TCSPS ¹	3 500				3 500
Total : TCSPS	3 500		1 000	2 000	6 500
<i>Affectation potentielle des fonds aux provinces</i>					
<i>Financement accru des soins de santé</i>		2 000	2 000	2 500	6 500
<i>Dont :</i>					
<i>TCSPS</i>			1 000	2 000	3 000
<i>Supplément du TCSPS</i>		2 000	1 000	500	3 500
Autres initiatives en matière de santé					
Amélioration des systèmes d'information sur la santé	95	28	85	120	328
Promotion de la recherche et de l'innovation en santé ²	160	50	115	225	550
Services de santé pour les Premières nations et les Inuit		20	60	110	190
Initiatives préventives et autres au chapitre de la santé		49	104	134	287
Total	255	147	364	589	1 356
Autres initiatives	247	510	710	804	2 271
Total — Bâtir une société solidaire	4 002	658	2 074	3 393	10 127
Bâtir une économie forte					
Mettre à profit la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances					
Création du savoir					
Fondation canadienne pour l'innovation ²	100				100
Soutien de la recherche de pointe	16	50	55	55	176
Diffusion du savoir		27	42	27	96
Commercialisation du savoir		121	232	317	670
Soutien de l'emploi		265	265	265	795
Total	116	463	594	664	1 837
Adaptation économique	1 241	645	152	69	2 107
Total — Bâtir une économie forte	1 357	1 108	746	733	3 944
Total des dépenses	5 358	1 766	2 820	4 126	14 070
Réduction générale d'impôts et mesures d'équité					
Réduction générale d'impôts		1 530	2 555	2 965	7 050
Prestation fiscale canadienne pour enfants			225	300	525
Mesures d'équité fiscale		15	25	100	140
Réduction des cotisations d'AE	300	800			1 100
Total des mesures fiscales	300	2 345	2 805	3 365	8 815
Total des initiatives fiscales et de dépenses	5 658	4 111	5 625	7 491	22 885

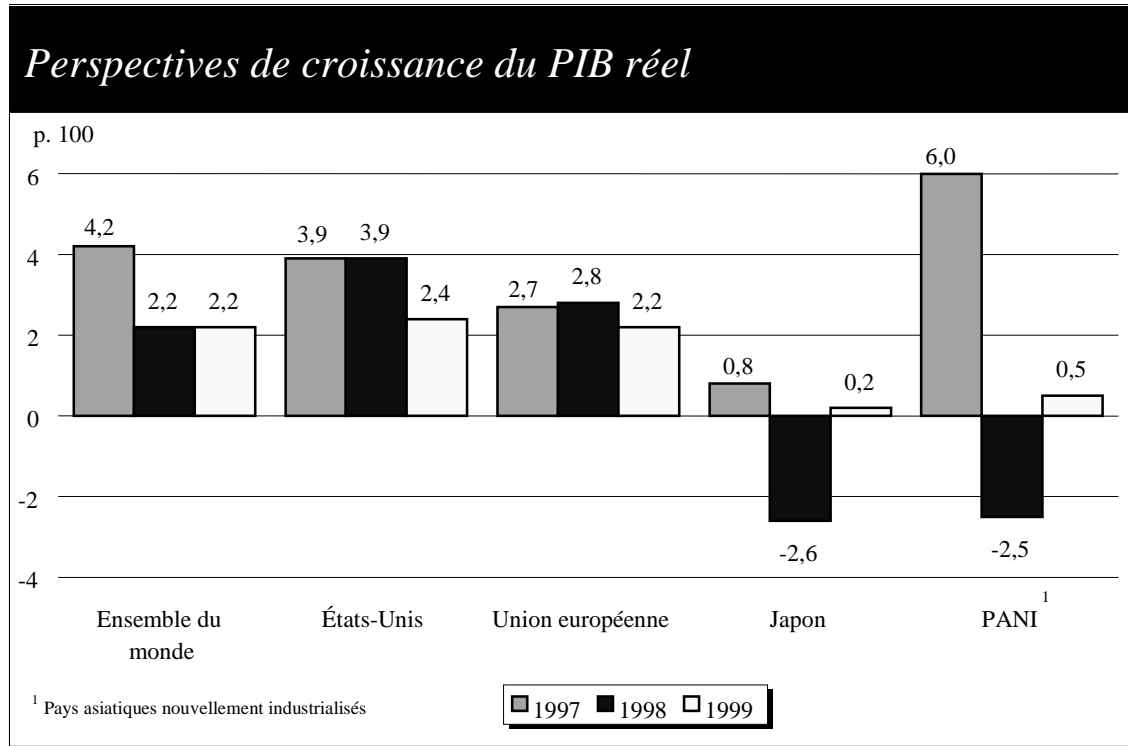
¹ Le supplément du TCSPS sera versé à une fiducie en main tierce en 1999-2000, en attendant l'adoption de la loi à cet effet.

² Un montant additionnel de 200 millions de dollars est affecté à la Fondation canadienne pour l'innovation. On prévoit qu'environ la moitié de cette somme servira à améliorer l'infrastructure de la recherche dans le domaine de la santé et l'autre moitié servira à soutenir l'infrastructure de la recherche dans les domaines de l'environnement, des sciences et du génie..

Évolution et perspectives économiques – résister à la tourmente mondiale¹

¹ Les données statistiques sont en date du 1^{er} février 1999, sauf celles concernant les marchés du travail et financier canadiens, qui sont en date du 5 février 1999.

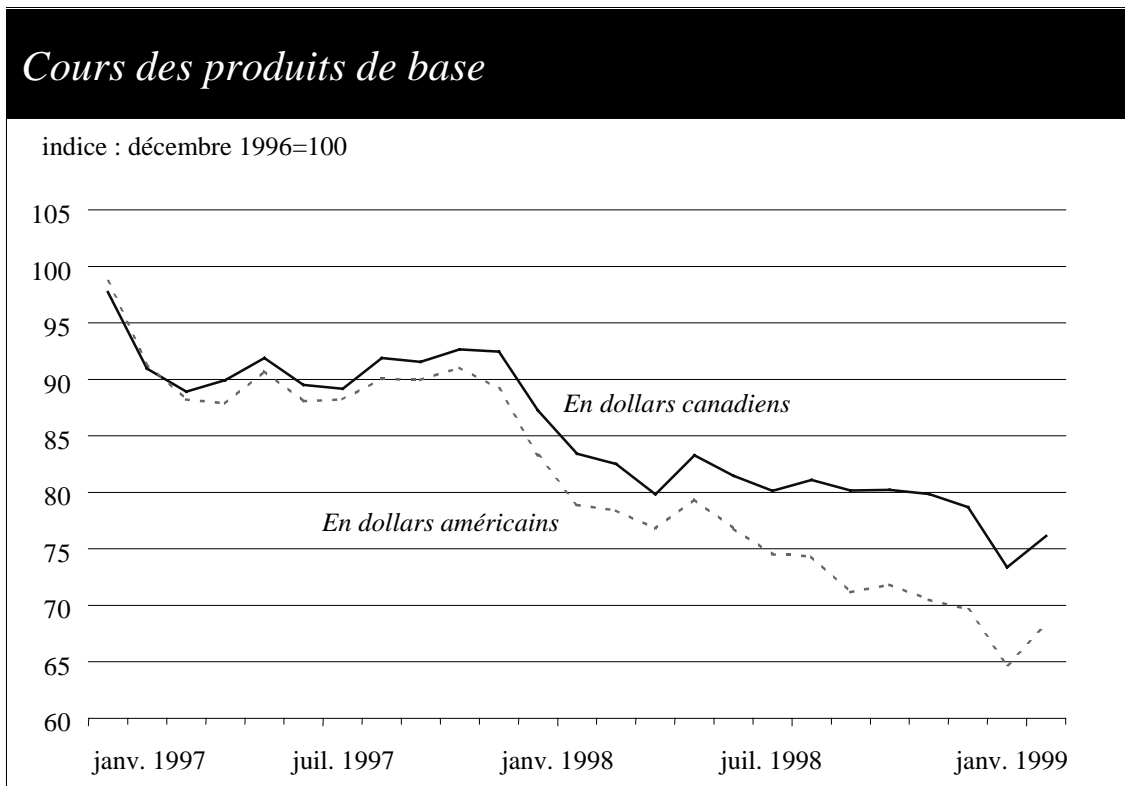
La croissance économique mondiale a fortement ralenti en 1998



Sources : *World Economic Outlook* (décembre 1998) du FMI pour l'ensemble du monde et les PANI; *Perspectives de l'OCDE* (décembre 1998) pour l'Union européenne et le Japon; *Blue Chip Consensus* pour les États-Unis.

- ✓ La croissance du PIB à l'échelle mondiale est passée de plus de 4 p. 100 en 1997 à 2,2 p. 100 en 1998, un chiffre nettement inférieur aux prévisions faites à la fin de 1997. Les prévisionnistes n'ont pas anticipé, en particulier, la contraction de plusieurs économies asiatiques.
- ✓ L'instabilité financière qui a pris naissance en Asie a gagné d'autres régions, notamment la Russie et l'Amérique latine, entraînant un fléchissement de la demande mondiale.
- ✓ En revanche, la croissance dans les pays industrialisés, notamment aux États-Unis, a été plus vigoureuse que prévu par le FMI à la fin de 1997. La vigueur de la demande aux États-Unis et en Europe a atténué l'effet sur le Canada du ralentissement en Asie.
- ✓ Pour l'avenir, le FMI et les autres prévisionnistes s'attendent à une croissance faible ou nulle en Asie en 1999. L'économie japonaise ne devrait amorcer un redressement que vers la fin de l'année, de sorte que le PIB réel du Japon serait à peu près inchangé d'une année sur l'autre en 1999.
- ✓ Le plus récent consensus chez les prévisionnistes est à l'effet que les États-Unis et l'Europe devraient poursuivre leur expansion en 1999, mais à un rythme plus modéré.

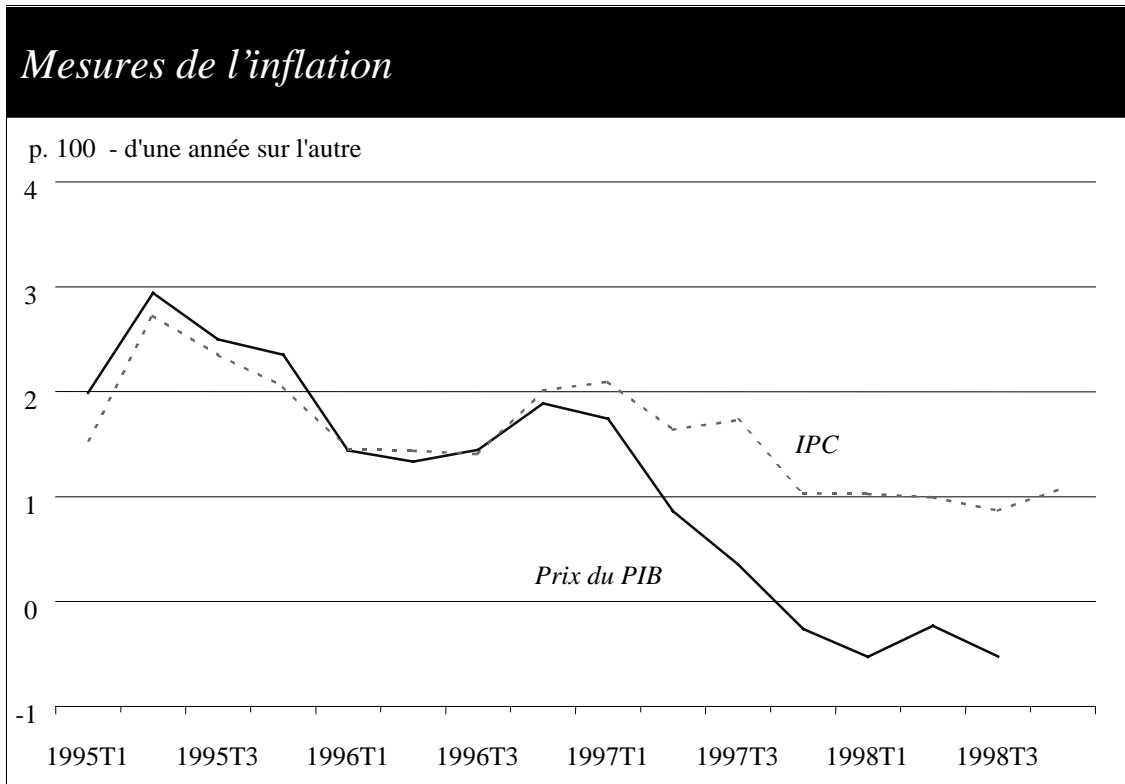
Le fléchissement de la demande mondiale a fait chuter le cours des produits de base



Source : Indice des prix des produits de base du ministère des Finances (indice composé de 17 grands produits exportés, pondérés par les parts de production).

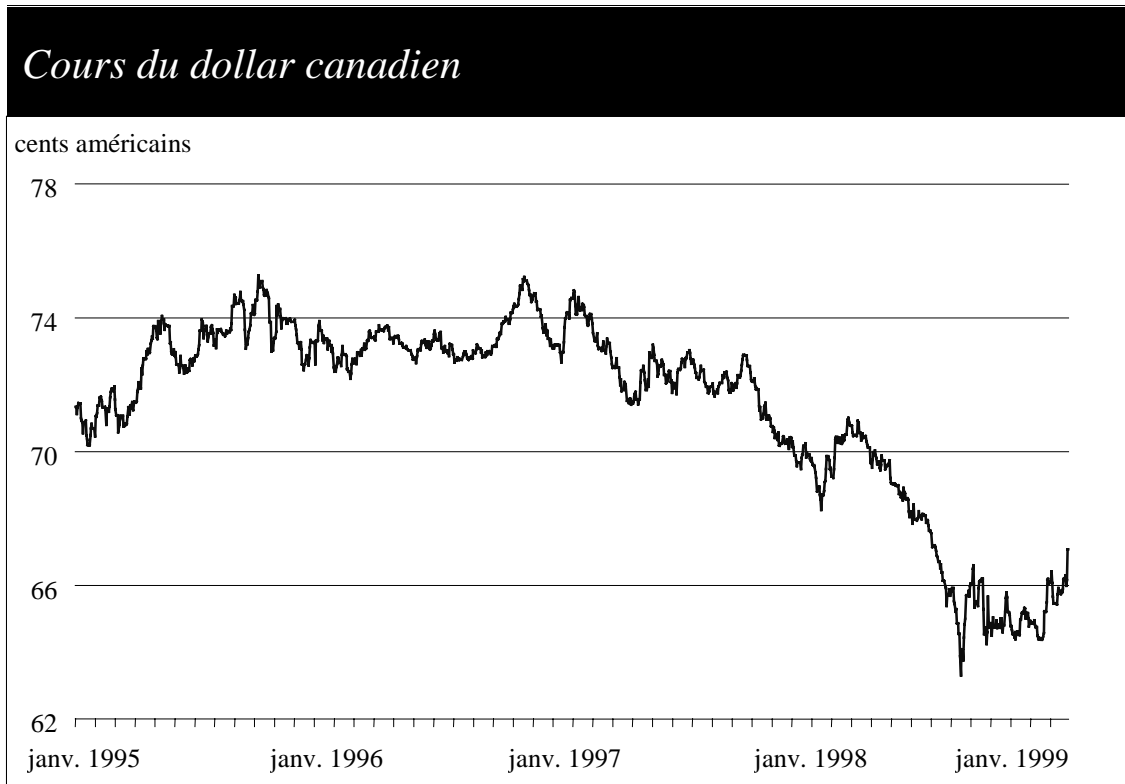
- ✓ Le fléchissement de la demande mondiale a fait chuter le cours des produits de base, l'offre devenant fortement excédentaire. Le prix des produits dérivés des ressources naturelles a baissé d'environ 35 p. 100 en dollars américains par rapport à son sommet de décembre 1996.
- ✓ Même si la part des produits de base dans les exportations canadiennes a diminué à moins de 35 p. 100 par rapport à presque 60 p. 100 en 1980, le Canada demeure un exportateur net de produits de base. Ainsi, la baisse du prix des produits de base a entraîné une diminution du prix des exportations par rapport au prix des importations — nos termes de l'échange.
- ✓ En fait, c'est principalement par le biais des prix des produits de base que la crise asiatique s'est répercutée sur la croissance de l'économie canadienne en 1998.

La chute du cours des produits de base s'est traduite par des pressions à la baisse sur les prix à la production



- ✓ La détérioration de nos termes de l'échange a exercé des pressions à la baisse considérables sur le prix global de la production ou du PIB canadien.
- ✓ En fait, l'ensemble des prix du PIB a diminué depuis la fin de 1997, à cause principalement de la chute des prix à l'exportation des produits de base.
- ✓ Par contre, l'indice des prix à la consommation (IPC), qui reflète les prix des biens et services achetés par les Canadiens, a légèrement augmenté en 1998, demeurant dans le bas de la fourchette cible de 1 à 3 p. 100 fixée par la Banque du Canada.

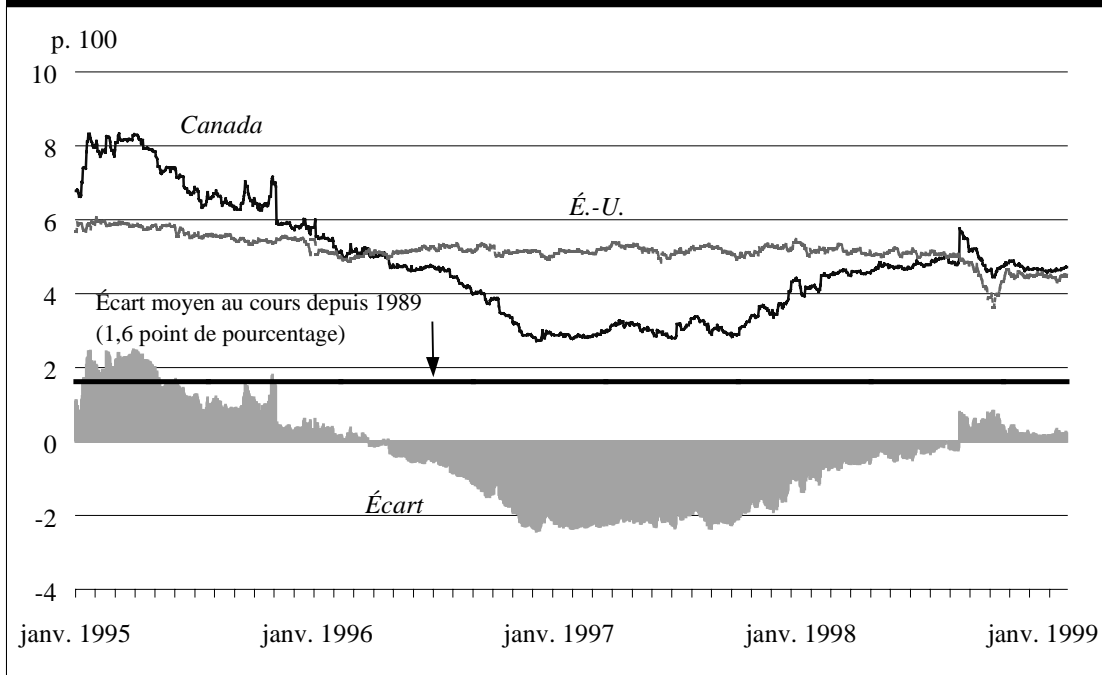
Le dollar canadien s'est fortement déprécié en 1998, avant de se stabiliser vers la fin de l'année



- ✓ Comme c'est généralement le cas lorsque les cours mondiaux des produits de base diminuent, le dollar canadien a subi des pressions à la baisse l'été dernier.
- ✓ Notre dollar a atteint un creux historique par rapport à la devise américaine à la fin du mois d'août, avant de se stabiliser, puis de remonter progressivement.
- ✓ Les cours mondiaux des produits de base ont été relativement stables au cours des derniers mois, ce qui a contribué à soutenir le dollar canadien.

Les taux d'intérêt à court terme sont restés peu élevés

Taux des bons du Trésor à 3 mois, Canada et É.-U.

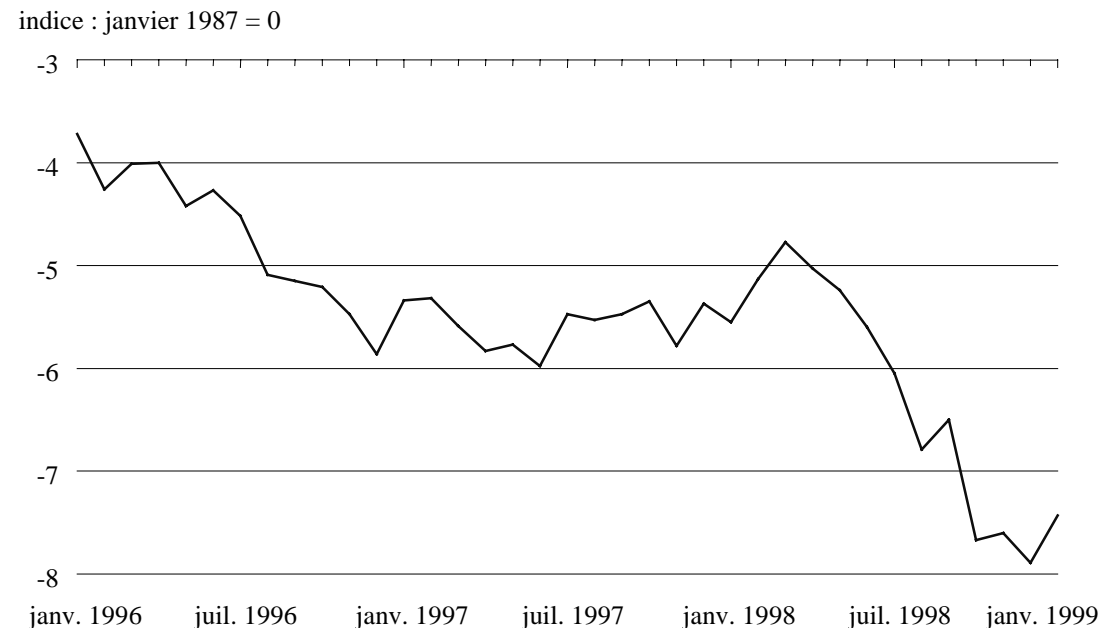


Note : rendement effectif.

- ✓ La Banque du Canada a relevé son taux officiel d'escompte de 100 points de base en août. Jusque-là, les taux d'intérêt à court terme avaient été beaucoup plus bas qu'aux États-Unis.
- ✓ Ensuite, parallèlement à la baisse des taux américains, la Banque du Canada a réduit son taux officiel d'escompte de 75 points de base au total, en trois étapes.
- ✓ À 4,7 p. 100, les taux d'intérêt à court terme sont maintenant revenus aux niveaux observés au début de l'an dernier, à peu près à égalité avec les taux américains et nettement en-deça des moyennes historiques.

Les conditions monétaires se sont assouplies en 1998, soutenant la croissance face à une conjoncture extérieure défavorable

Indice des conditions monétaires (ICM)

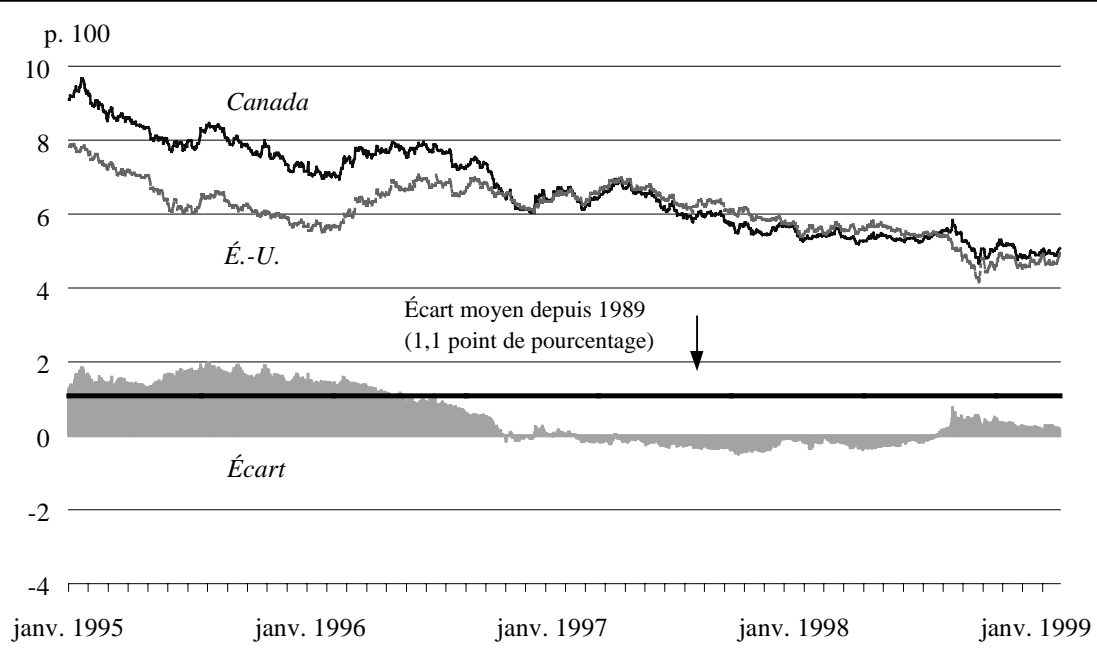


Source : Banque du Canada. L'ICM reflète l'évolution combinée du taux d'intérêt à court terme et du taux de change. Une baisse de l'ICM indique un assouplissement des conditions monétaires.

- ✓ Les taux d'intérêt à court terme étant revenus à peu près à leur niveau du début de 1998, la dépréciation du dollar canadien signifie que les conditions monétaires se sont considérablement assouplies dans l'ensemble au cours des 12 derniers mois.
- ✓ En soutenant la croissance, les conditions monétaires ont compensé partiellement les effets négatifs de la crise mondiale et continueront d'exercer cette influence.

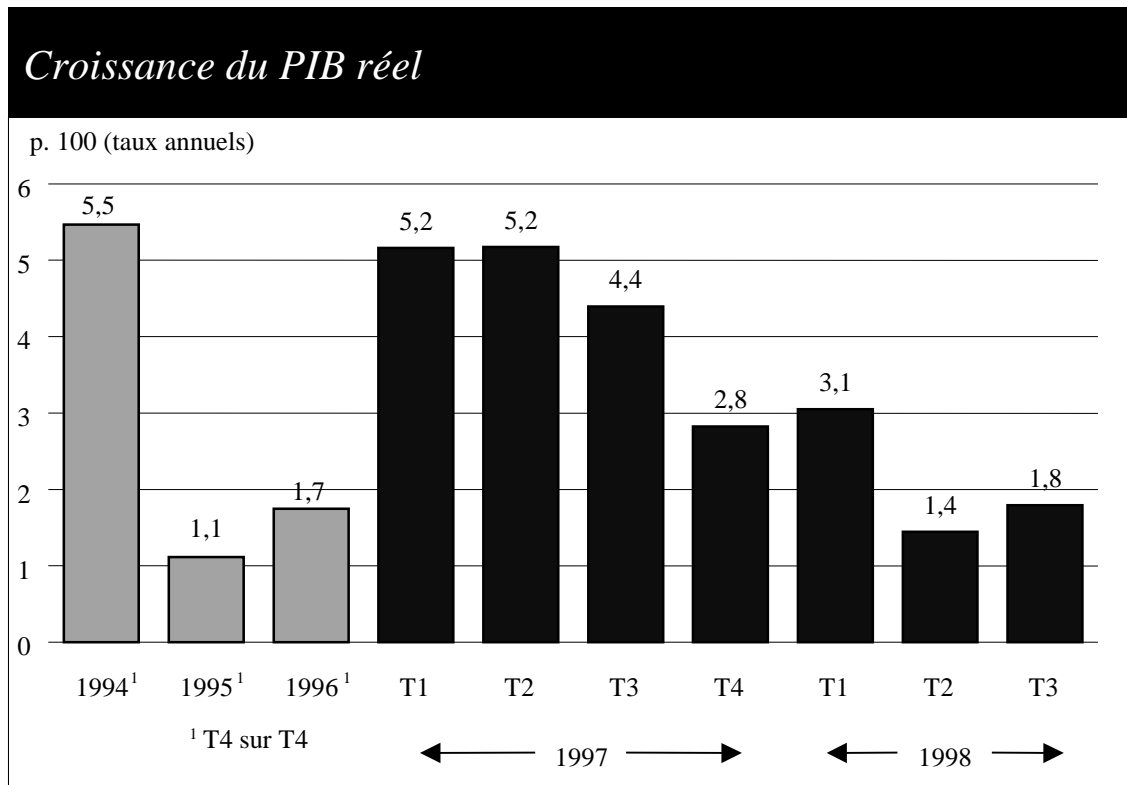
La réduction des taux d'intérêt à long terme s'est poursuivie

Taux des obligations à 10 ans du gouvernement au Canada et aux É.-U.



- ✓ Comme les taux d'intérêt à court terme, les taux longs au Canada sont passés au-dessus des taux américains au milieu de 1998, mais ils se sont depuis orientés à la baisse, parallèlement au mouvement observé au sud de la frontière pendant l'année.
- ✓ Les faibles taux d'intérêt à long terme ont renforcé l'assouplissement des conditions monétaires mesurées par l'ICM, soutenant les perspectives de croissance au Canada.

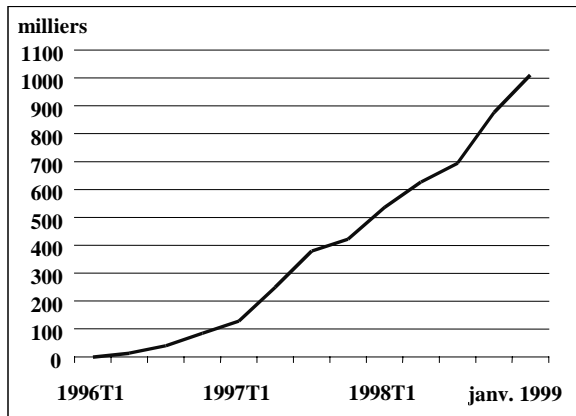
La croissance a ralenti en milieu d'année, mais les chiffres récents indiquent un redressement au dernier trimestre de 1998



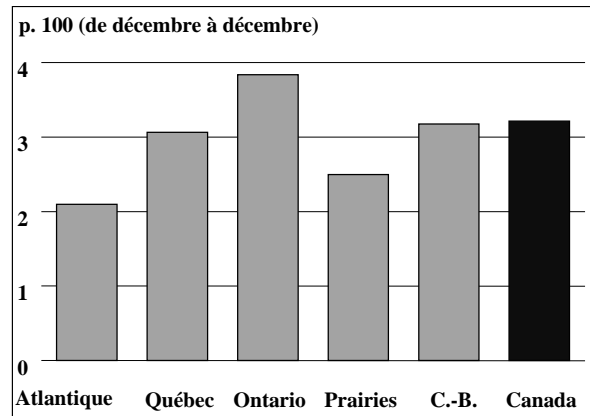
- ✓ Les incertitudes et les perturbations extraordinaires observées à l'échelle mondiale se sont traduites par un ralentissement de la croissance économique au Canada.
- ✓ La progression du PIB réel est passée à moins de 2 p. 100, en taux annuel moyen, aux deuxième et troisième trimestres de 1998, après s'être établie à 3,7 p. 100 en moyenne durant les sept trimestres se terminant en mars 1998.
- ✓ L'économie canadienne s'est toutefois relativement bien comportée, compte tenu d'un contexte défavorable à l'échelle internationale et des effets temporaires de plusieurs grèves importantes.
- ✓ En fait, les chiffres récents indiquent que la croissance du PIB réel s'est redressée au quatrième trimestre de 1998. Ce trimestre a été le meilleur en plus de dix ans pour la progression de l'emploi, qui s'est chiffrée à 5,2 p. 100 en taux annuel.
- ✓ La résistance de l'économie canadienne en 1998 est le fruit de politiques économiques appropriées, qui nous ont permis de maintenir des conditions macroéconomiques généralement favorables.

Malgré un contexte extérieur défavorable, l'emploi a fortement progressé en 1998

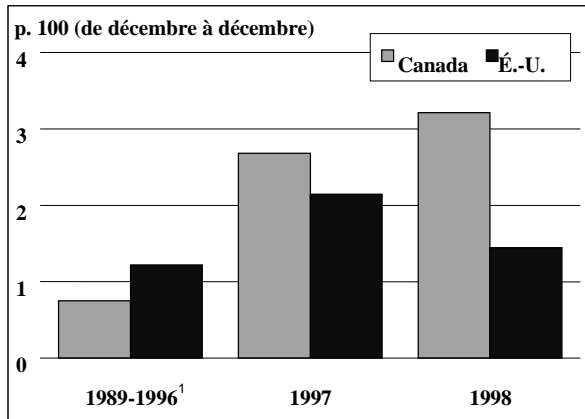
Croissance cumulative de l'emploi depuis 1996



Croissance de l'emploi par région, 1998

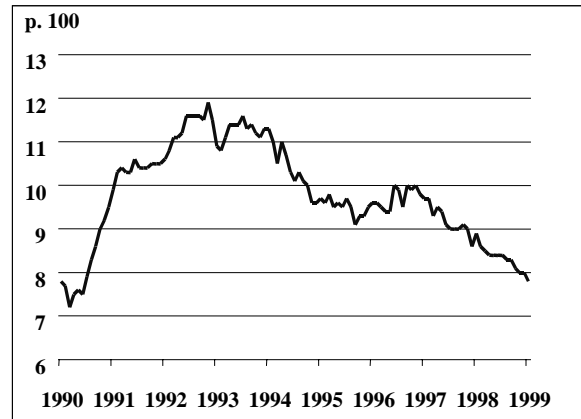


Croissance relative de l'emploi



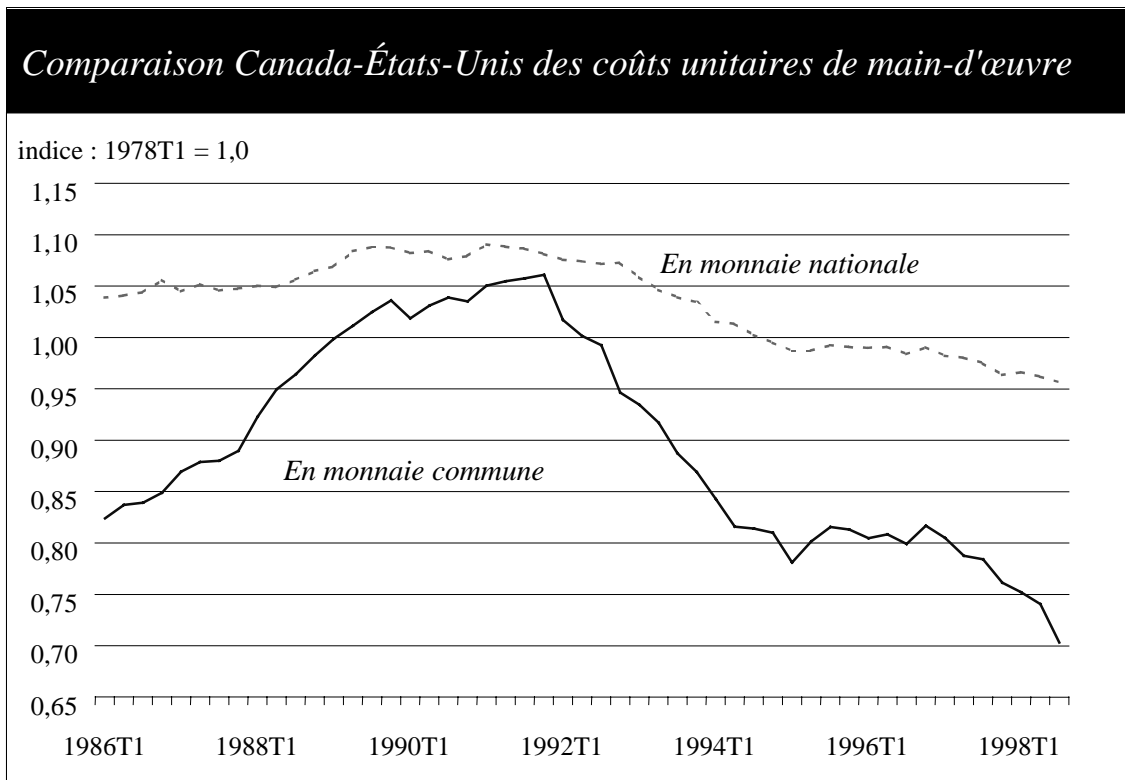
¹ Taux annuels moyens.

Taux de chômage



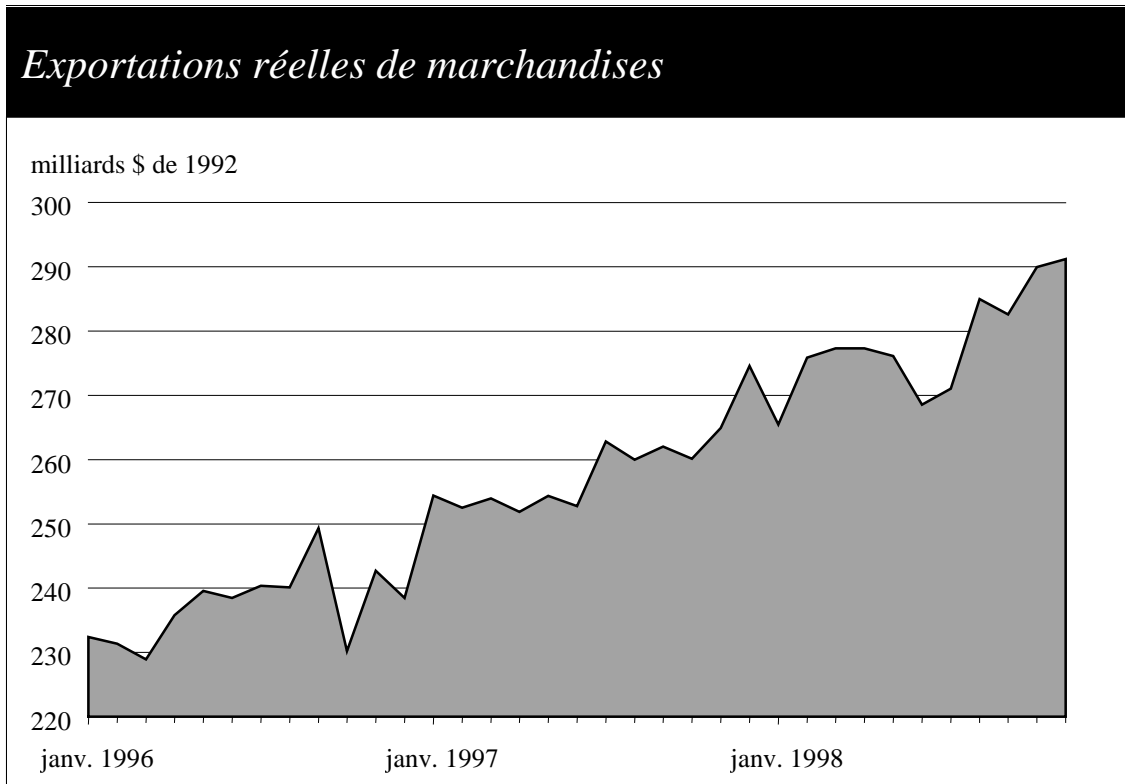
- ✓ Malgré un contexte international défavorable, le nombre d'emplois a progressé de 453 000 en 1998 et d'encre 87 000 en janvier dernier, après une croissance déjà impressionnante en 1997. L'année 1998 a été la meilleure de la décennie pour la croissance de l'emploi, et le Canada a mieux fait que tous les autres pays du G-7 à ce chapitre.
- ✓ En fait, le Canada a même devancé les États-Unis pour ce qui est de la croissance de l'emploi, tant en 1997 qu'en 1998.
- ✓ La forte création d'emploi a bénéficié à toutes les régions du pays en 1998. Près de 40 p. 100 des emplois créés au cours des douze derniers mois ont profité aux jeunes Canadiennes et Canadiens, qui ont enregistré une croissance de l'emploi de 10 p. 100, le taux annuel le plus élevé en plus de 25 ans.
- ✓ Cette vigoureuse progression de l'emploi a permis de ramener le taux de chômage à 7,8 p. 100 en janvier, son plus bas niveau depuis 1990.

Le Canada est de plus en plus compétitif par rapport aux États-Unis



- ✓ La faible inflation observée au Canada améliore notre compétitivité.
- ✓ Les coûts unitaires de main-d'œuvre (le salaire moyen corrigé de la productivité du travail) ont augmenté d'environ 7 p. 100 au Canada depuis 1990, alors qu'ils se sont élevés de 19 p. 100 aux États-Unis. Il en est résulté une amélioration relative d'environ 12 p. 100 des coûts unitaires de main-d'œuvre exprimés en monnaie nationale.
- ✓ La dépréciation du dollar canadien a renforcé l'amélioration de notre compétitivité par rapport aux États-Unis si on la mesure en monnaie commune.

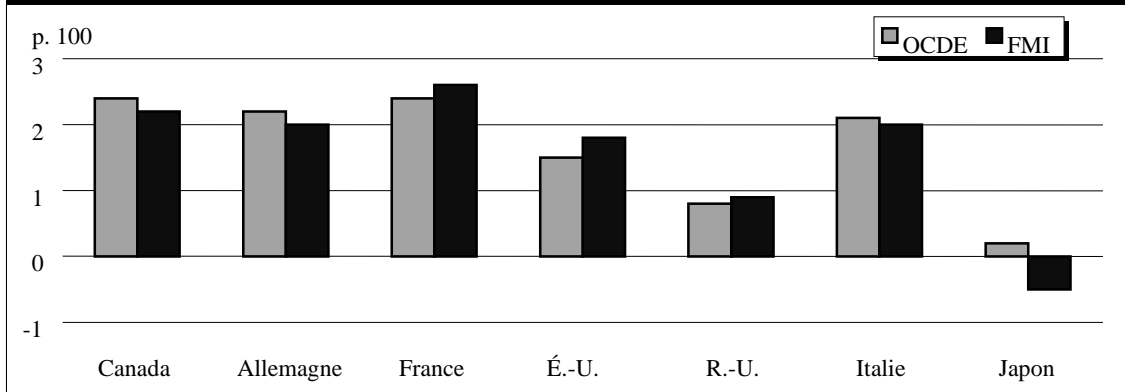
Malgré le fléchissement de la croissance mondiale, la hausse des exportations réelles ne s'est pas démentie



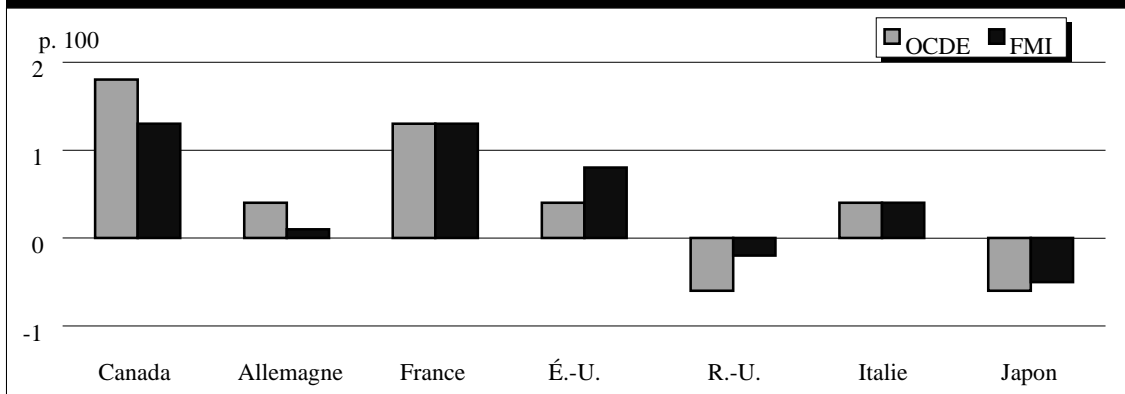
- ✓ L'amélioration de la compétitivité du Canada, combinée à une forte demande chez nos partenaires commerciaux au sud de la frontière et en Europe, a permis de maintenir une forte croissance des exportations des marchandises, malgré la contraction de la demande en Asie.
- ✓ Néanmoins, les régions ayant des liens commerciaux étroits avec l'Asie, tout particulièrement la Colombie-Britannique, ont vu leurs exportations chuter.
- ✓ Par contre, les importations n'ont à peu près pas varié sur l'ensemble des trois premiers trimestres de 1998, à cause d'un ralentissement des composantes de la demande globale qui sont constituées en grande partie d'importations, par exemple les investissements en machines et en matériel et les achats de biens durables de consommation. Le ralentissement des importations est imputable aussi à l'amélioration de notre compétitivité.
- ✓ En conséquence, l'excédent commercial réel du Canada s'est amélioré en 1998.

Le Canada devrait être dans le peloton de tête des pays du G-7 au chapitre de la croissance et occuper la première place pour la création d'emploi en 1999

Prévisions de croissance de la production réelle en 1999



Prévisions de croissance de l'emploi en 1999



Sources : *Perspectives de l'OCDE* (décembre 1998) et *World Economic Outlook*, FMI (décembre 1998)

- ✓ D'après les récentes prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du Fonds monétaire international (FMI), le Canada affichera l'un des meilleurs taux de croissance de la production réelle dans les pays du G-7 en 1999.
- ✓ On s'attend également à ce que le Canada enregistre une autre année de forte progression de l'emploi, ce qui lui permettrait d'occuper la première place à ce chapitre dans les pays du G-7 d'après l'OCDE, et la première ex æquo avec la France, d'après le FMI.

Consensus du secteur privé pour 1999 et 2000

Les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à une croissance économique plus modérée en 1999, puis à une reprise en l'an 2000.

- ✓ La croissance du PIB réel a été de 2,9 p. 100 selon les estimations en 1998.
- ✓ On prévoit un ralentissement en 1999 qui ferait passer la croissance à 2,0 p. 100, avant une remontée à 2,5 p. 100 en l'an 2000.
- ✓ Après avoir été négative en 1998, l'inflation des prix du PIB devrait se redresser, contribuant à la hausse du PIB nominal et, donc, de l'assiette fiscale.

On s'entend pour prévoir des taux d'intérêt voisins des bas niveaux actuels.

- ✓ On prévoit que le taux des bons du Trésor à trois mois s'établira en moyenne à 4,4 p. 100 en 1999 et à 4,5 p. 100 en 2000, légèrement sous leur niveau moyen de 1998.
- ✓ Les taux des obligations à 10 ans du gouvernement canadien devraient augmenter quelque peu par rapport aux niveaux actuels.

On prévoit une nouvelle amélioration du marché du travail, même si la progression de l'emploi devrait être moins rapide qu'en 1998.

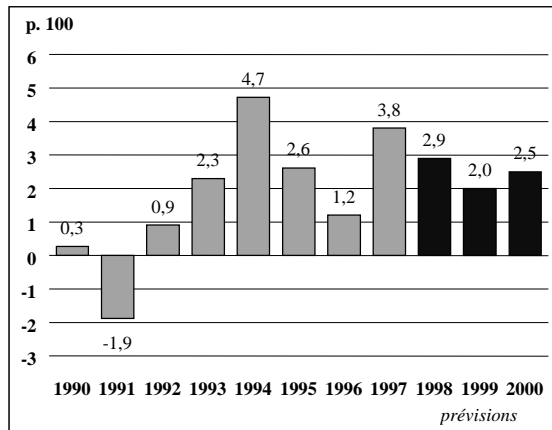
- ✓ La croissance moyenne de l'emploi devrait ralentir pour se chiffrer, selon les prévisions, à 1,9 p. 100 en 1999 et à 1,6 p. 100 en l'an 2000.
- ✓ Les prévisionnistes croient que le taux de chômage devrait être légèrement au-dessus de 8 p. 100 à cause d'une croissance de la population active équivalente à celle de l'emploi.

Quelques mots sur l'enquête

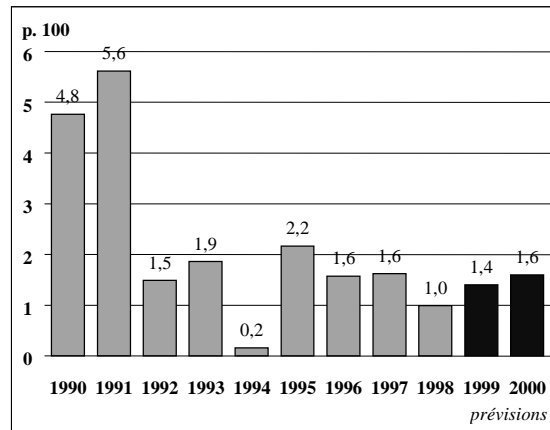
- ✓ L'enquête a été menée entre la fin de décembre 1998 et le début de janvier 1999 auprès de 19 prévisionnistes du secteur privé.
- ✓ Depuis que ces prévisions ont été complétées, d'importantes statistiques ont été publiées, ce qui pourrait entraîner une mise à jour des prévisions du secteur privé pour 1999.

Prévisions du secteur privé pour 1999 et 2000

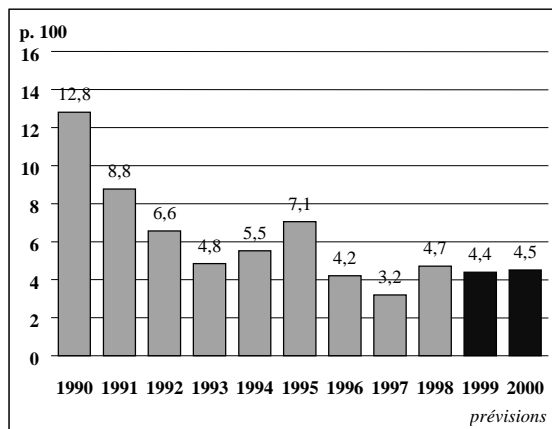
Croissance du PIB réel



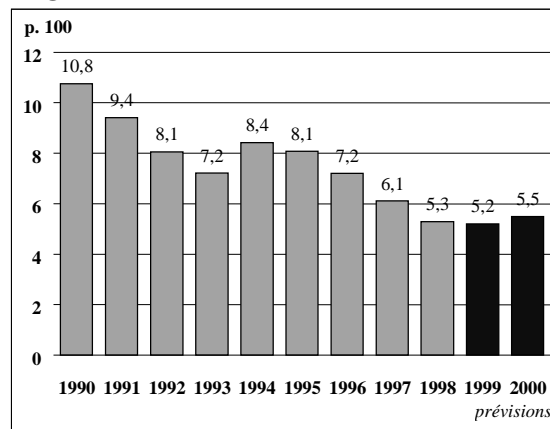
Inflation de l'IPC



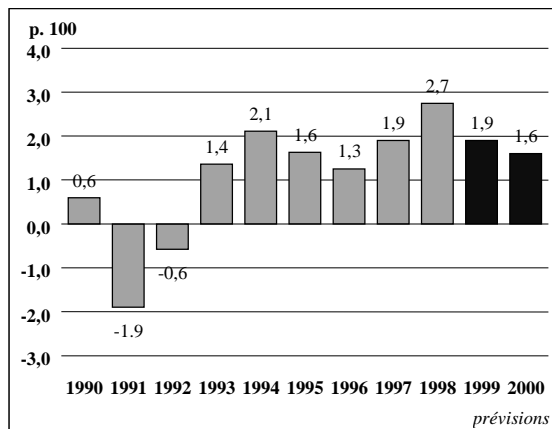
Taux des bons du Trésor à 3 mois



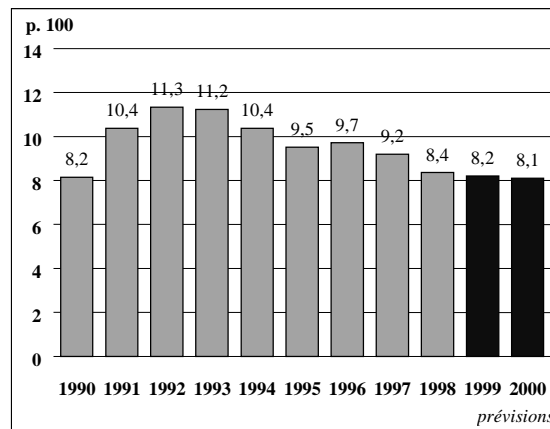
Taux des obligations à 10 ans du gouvernement



Croissance de l'emploi



Taux de chômage



Les hypothèses économiques de planification budgétaire demeurent prudentes

Hypothèses prudentes de planification budgétaire

	1998	1999	2000
Croissance du PIB nominal (p. 100)¹			
Moyenne du secteur privé	2,5	2,7	3,9
Budget de 1999	2,5	2,5	3,3
PIB nominal (milliards de dollars)¹			
Moyenne du secteur privé	887	911	947
Budget de 1999	887	910	940
Taux des bons du Trésor à 3 mois (p. 100)			
Moyenne du secteur privé	4,8	4,4	4,5
Budget de 1999	4,8	5,1	5,2
Taux des obligations à 10 ans du gouvernement (p. 100)			
Moyenne du secteur privé	5,3	5,2	5,5
Budget de 1999	5,3	5,7	6,0

¹ La croissance du PIB en 1998 est une estimation, car on ne dispose actuellement que des statistiques des trois premiers trimestres.

- ✓ Conformément au principe adopté par le gouvernement, les hypothèses économiques de planification budgétaire incorporent une marge de prudence.
 - ⇒ On suppose que les taux d'intérêt à court terme seront de 70 points de base supérieurs à la prévision moyenne du secteur privé en 1999 et 2000.
 - ⇒ On suppose que les taux d'intérêt à long terme seront de 50 points de base supérieurs à la prévision moyenne du secteur privé en 1999 et 2000.
- ✓ La marge de prudence incorporée aux hypothèses de taux d'intérêt se traduit par une croissance du PIB nominal plus faible de 0,2 point en 1999 et de 0,6 point en 2000.
- ✓ Les incertitudes persistantes qui entourent les répercussions de la crise asiatique démontrent le bien-fondé d'une planification budgétaire basée sur des hypothèses économiques prudentes.

La stratégie du gouvernement

- ✓ Le gouvernement suit avec détermination une stratégie visant à améliorer la qualité de vie des Canadiens. Il favorise la création d'emplois bien rémunérés, la croissance de la productivité et l'égalité des chances pour tous, et a prévu des mesures d'aide aux personnes qui en ont besoin.
- ✓ La stratégie s'articule autour de trois éléments :
 - ⇒ **le maintien d'une saine gestion économique et financière;**
 - ⇒ **l'investissement dans les grandes priorités économiques et sociales;**
 - ⇒ **les allègements fiscaux et l'amélioration de l'équité fiscale.**

Maintien d'une saine gestion financière

Faits saillants

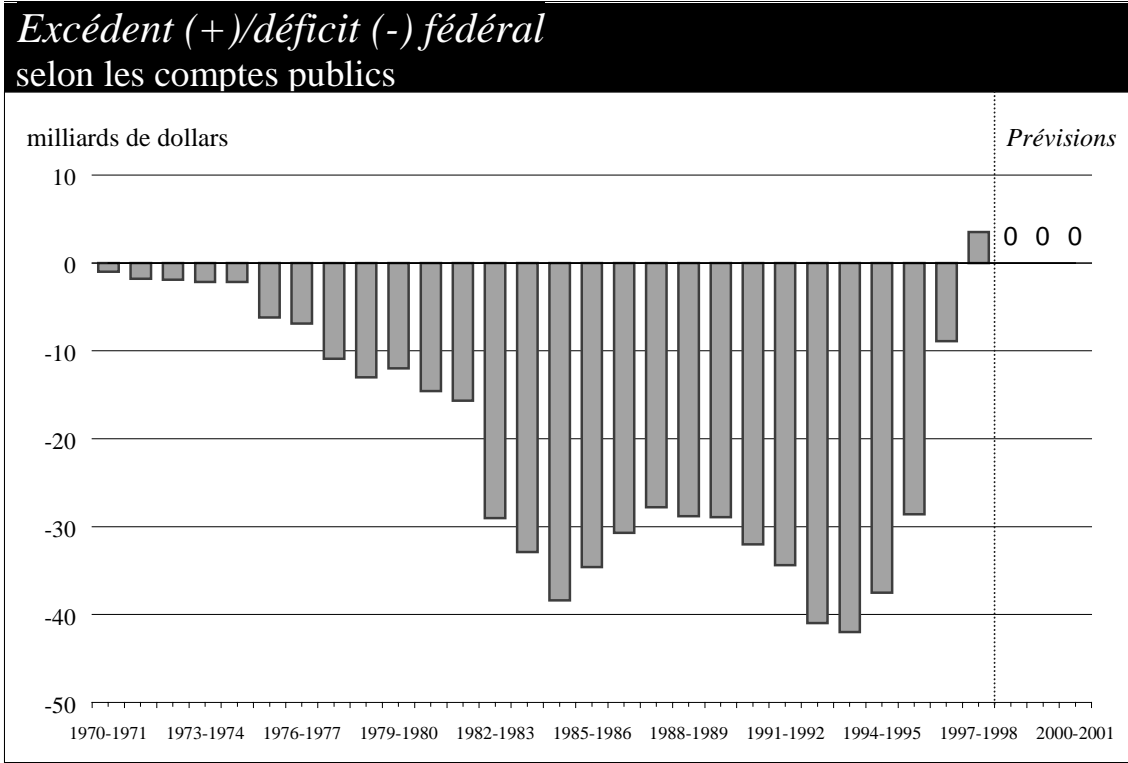
- ✓ Le budget devrait être équilibré ou excédentaire en 1998-1999 — le deuxième exercice consécutif sans déficit budgétaire. C'est la première fois que cela se produit depuis près d'un demi-siècle.
- ✓ Le gouvernement est déterminé à ce que le budget soit à tout le moins équilibré, et ce tant en 1999-2000 qu'en 2000-2001. Ce sera seulement la troisième fois depuis la Confédération que le budget fédéral aura été équilibré ou excédentaire pendant quatre exercices de suite.
- ✓ Le gouvernement fédéral affichera un excédent financier pour la troisième année de suite en 1998-1999 — le Canada est le seul pays du G-7 à enregistrer ce résultat.
- ✓ La dette contractée sur les marchés publics d'investissement devrait descendre à environ 457 milliards de dollars en 1998-1999, en baisse d'environ 20 milliards par rapport au sommet de 476,9 milliards atteint en 1996-1997.
- ✓ Le ratio de la dette au PIB continue de diminuer. Il devrait s'établir à 65,3 p. 100 en 1998-1999, puis à un peu moins de 62 p. 100 en 2000-2001, comparativement à un sommet de 71,2 p. 100 en 1995-1996.
- ✓ La portion des recettes nécessaires pour payer les frais de service de la dette a diminué, passant de 36 à 27 cents sur chaque dollar de recettes entre 1995-1996 et 1998-1999.
- ✓ Compte tenu des nouvelles mesures de dépenses du présent budget, les dépenses de programmes fédérales devraient reculer de 12,6 p. 100 du PIB en 1998-1999 à 12 p. 100 en 2000-2001, soit le plus bas niveau en 50 ans.

*État sommaire des opérations :
perspectives financières incluant les mesures budgétaires*

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
	(milliards de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes budgétaires	153,2	156,5	156,7	159,5
Dépenses de programmes	108,8	112,1	111,2	113,2
Solde de fonctionnement	44,4	44,4	45,5	46,3
Frais de la dette publique	40,9	41,4	42,5	43,3
Solde fondamental	3,5	3,0	3,0	3,0
Réserve pour éventualités		3,0	3,0	3,0
Solde budgétaire	3,5	0,0	0,0	0,0
Dette publique nette	579,7	579,7	579,7	579,7
Opérations non budgétaires	9,3	11,5	5,0	7,0
Besoins financiers/Excédents (opérations de change exclues)	12,7	11,5	5,0	7,0
En pourcentage du PIB				
Recettes budgétaires				
Incluant les mesures budgétaires	17,7	17,6	17,2	17,0
Excluant les mesures budgétaires de 1998 et 1999 et réductions des cotisations d'AE	17,7	17,9	17,8	17,7
Dépenses de programmes	12,6	12,6	12,2	12,0
Frais de la dette publique	4,7	4,7	4,7	4,6
Solde budgétaire	0,4	0,0	0,0	0,0
Besoins financiers/Excédents	1,5	1,3	0,5	0,7
Dette publique nette	66,9	65,3	63,7	61,7

Note : les totaux peuvent ne pas correspondre, les montants ayant été arrondis.

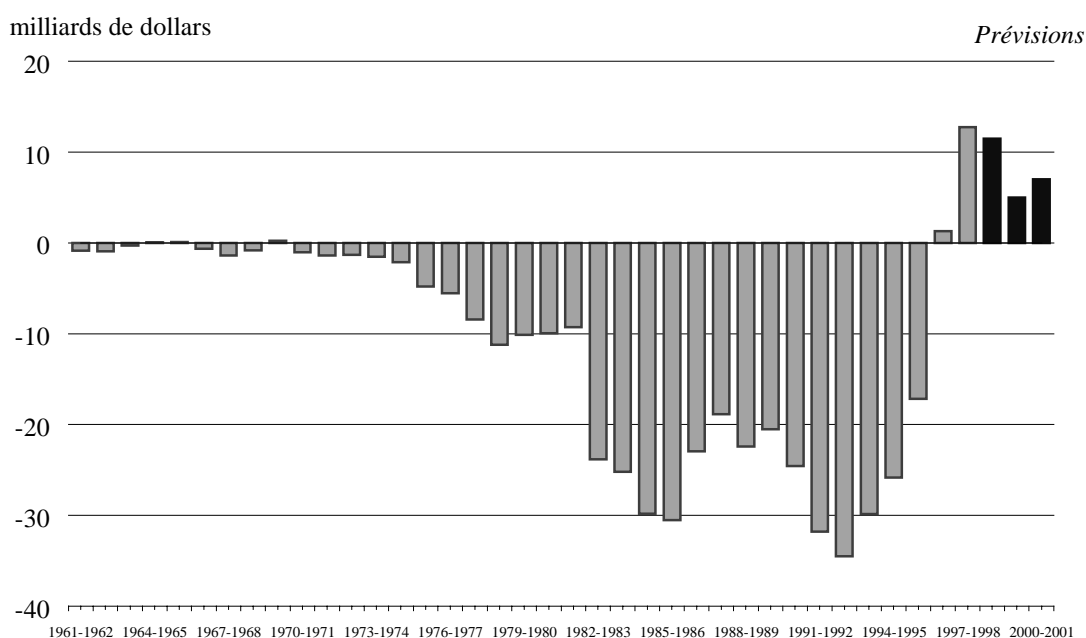
Deux budgets équilibrés de suite : une première en près de 50 ans



- ✓ D'après les résultats financiers des neuf premiers mois de 1998-1999, et compte tenu des mesures annoncées dans le présent budget, les comptes seront à tout le moins équilibrés en 1998-1999.
 - ⇒ Dans la mesure où la réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars n'est pas nécessaire en 1998-1999, elle servira à rembourser la dette publique.
 - ⇒ Ce sera la première fois depuis 1951-1952 que le gouvernement fédéral enregistre deux budgets équilibrés consécutifs.
- ✓ Le gouvernement s'engage à ce que le budget soit à tout le moins équilibré en 1999-2000 et en 2000-2001.
 - ⇒ Ce sera seulement la troisième fois depuis la Confédération que le budget fédéral aura été équilibré pendant au moins quatre exercices de suite.

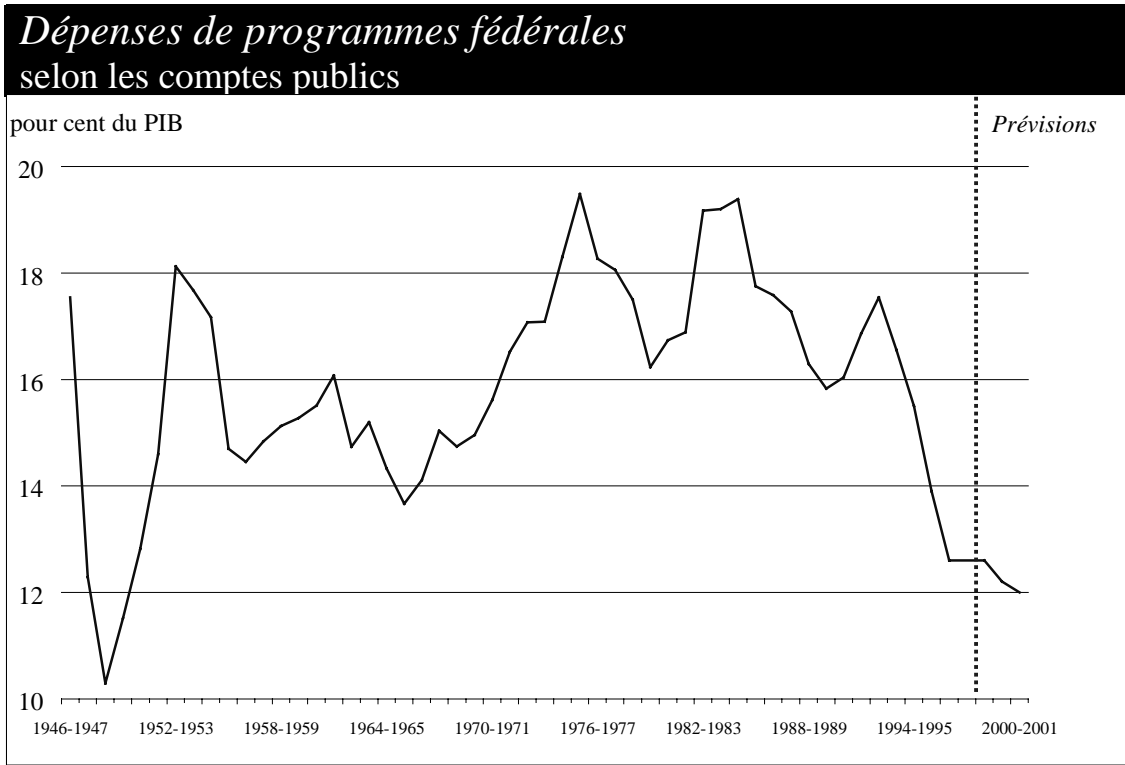
Les surplus financiers se succèdent

Excédents (+)/besoins (-) financiers du gouvernement fédéral selon les comptes publics



- ✓ Le solde financier (excédents ou besoins) représente une mesure des besoins nets de trésorerie nécessaires au financement des programmes gouvernementaux et des frais de la dette publique.
- ✓ On prévoit un excédent financier d'environ 11,5 milliards de dollars en 1998-1999, soit un troisième excédent consécutif.
- ✓ Les besoins et excédents financiers sont généralement comparables aux mesures du solde budgétaire qu'utilisent d'autres grands pays industrialisés, y compris les États-Unis.
- ✓ Le Canada était le premier pays du G-7 à avoir dégagé un excédent financier au cours de la présente décennie. Seuls le Canada et les États-Unis devraient continuer d'enregistrer des excédents financiers à court terme.

Les dépenses de programmes continuent de diminuer



- ✓ En pourcentage du PIB, les dépenses de programmes devraient tomber à 12,6 p. 100 en 1998-1999, comparativement à 16,6 p. 100 en 1993-1994.
- ✓ Les dépenses de programmes devraient reculer à près de 12 p. 100 du PIB en 2000-2001, leur plus bas niveau en 50 ans.

La réduction des dépenses de programmes est la clé de l'élimination du déficit

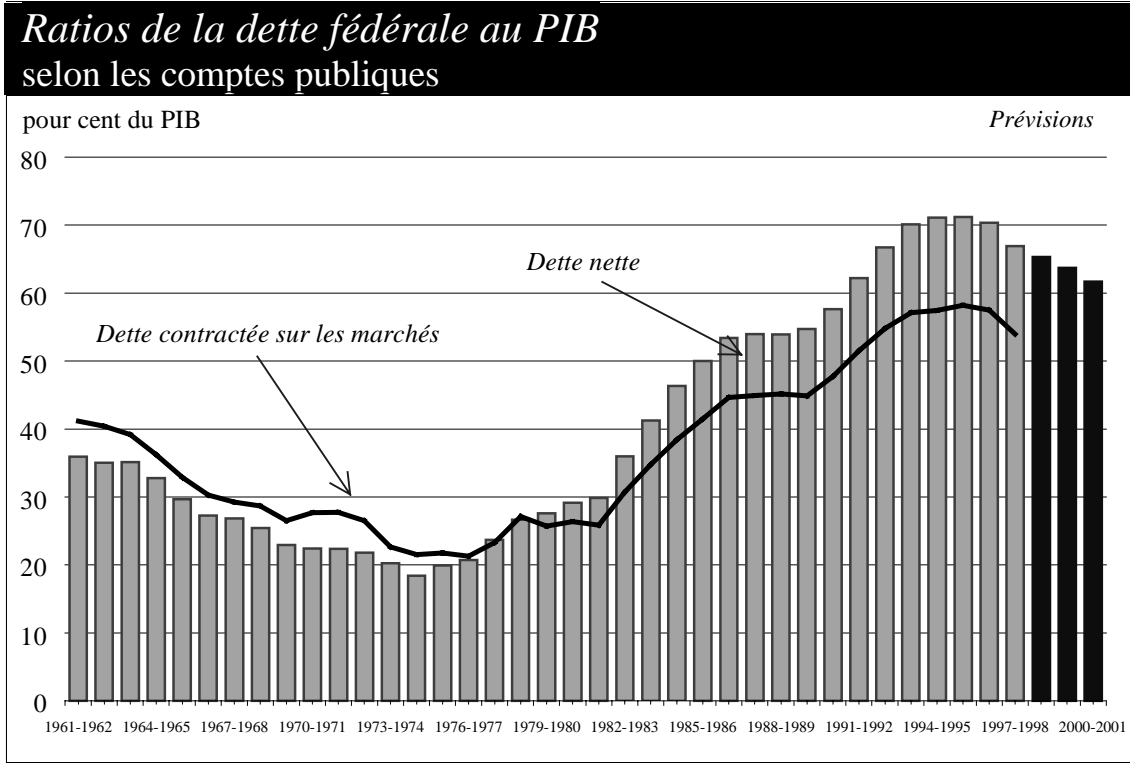
Sources de la variation du solde budgétaire

	1993-1994	1998-1999	Variation
En pourcentage du PIB			
Recettes budgétaires	16,0	17,6	1,6
Dépenses de programmes	16,6	12,6	-3,9
Solde de fonctionnement	-0,6	5,0	5,6
Frais de la dette publique	5,2	4,7	-0,6
Réserve pour éventualités		0,3	0,3
Solde budgétaire	-5,8	0,0	5,8

Note : les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre.

- ✓ Les sources d'amélioration du solde budgétaire fédéral sont parfaitement évidentes lorsqu'on examine les dépenses et les recettes budgétaires par rapport à la taille de l'économie.
 - ⇒ Les dépenses de programmes ont diminué de 3,9 points de pourcentage depuis 1993-1994, surtout en raison des mesures de restrictions introduites dans les budgets de 1994 et de 1995.
 - ⇒ En revanche, les recettes budgétaires en proportion du PIB ont grimpé d'à peine 1,6 point de pourcentage, dont 1,3 point provient de l'interaction de la croissance de l'économie avec le régime fiscal.
 - ⇒ Les frais de la dette publique ont fléchi de 0,6 point de pourcentage depuis 1993-1994.

Le ratio de la dette au PIB est sur une trajectoire constamment décroissante



Note : aucune prévision de la dette contractée sur les marchés n'apparaît dans le graphique en raison de l'incertitude que comporte la prévision de ces montants.

- ✓ Le ratio de la dette nette au PIB devrait s'établir à 65,3 p. 100 en 1998-1999, puis à tout juste au-dessous de 62 p. 100 en 2000-2001, comparativement à un sommet de 71,2 p. 100 en 1995-1996.
- ✓ La dette contractée sur les marchés publics d'investissement devrait chuter encore plus rapidement que la dette nette. En 1997-1998, le gouvernement a remboursé 9,6 milliards de dollars de la dette contractée sur les marchés et, d'après les résultats en date de la fin de décembre 1998, il devrait rembourser un montant équivalent en 1998-1999, soit environ 20 milliards de dollars sur deux ans.
- ⇒ Cela ramènerait le ratio de la dette contractée sur les marchés au PIB à près de 52 p. 100 en 1998-1999.

***Investissement dans les grandes
priorités économiques et sociales –
amélioration des soins de santé pour
les Canadiens***

Faits saillants

Le budget propose de renforcer comme suit le système de soins de santé subventionné par l'État :

- ✓ Investir dans l'assurance-maladie en haussant les transferts aux provinces et aux territoires. Au cours des cinq prochaines années, les provinces et les territoires recevront 11,5 milliards de dollars de plus expressément pour les soins de santé.
 - ⇒ 8 milliards de dollars serviront à bonifier le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et 3,5 milliards de dollars seront injectés immédiatement comme supplément au TCSPS à même les crédits disponibles du présent exercice et versés à une fiducie en main tierce, dès l'adoption de la loi à cet effet.
 - ⇒ En permettant aux provinces et aux territoires de recourir progressivement et de façon ordonnée à ces crédits supplémentaires au cours des trois prochaines années, le budget total des soins de santé augmentera de 2 milliards de dollars en 1999-2000 et en 2000-2001, et 2,5 milliards de dollars au cours de chacune des trois années suivantes sur la période de cinq ans couverte par cet engagement.
 - ⇒ Toutefois, les provinces et les territoires pourront puiser dans ce supplément au cours des trois prochaines années à un rythme qui servira le mieux les besoins de leurs systèmes de soins de santé.
 - ⇒ La valeur des transferts en espèces en vertu du TCSPS passe de 12,5 à 15 milliards de dollars, soit une augmentation de 2,5 milliards, permettant au budget de ce qui est considéré comme le volet « santé » du TCSPS d'être aussi important qu'avant l'amorce de la compression des dépenses au milieu des années 90.
 - ⇒ Si l'on ajoute à cela l'accroissement de la valeur des transferts de points d'impôt en vertu du TCSPS, l'aide fédérale devrait atteindre un nouveau sommet d'ici 2001-2002 qui sera plus élevé qu'avant les compressions.
- ✓ Le budget investit près de 1,4 milliard de dollars d'ici la fin de cette année et au cours des trois années suivantes pour :
 - ⇒ améliorer les systèmes d'information sur la santé;
 - ⇒ stimuler la recherche et l'innovation en santé;
 - ⇒ améliorer les services de santé pour les Premières nations et les Inuit;
 - ⇒ consolider la conception des programmes pour prévenir les problèmes de santé.
- ✓ Les paiements de péréquation prévus pour les cinq prochaines années seront supérieurs de 5 milliards de dollars aux paiements versés au cours des cinq dernières années.
- ✓ Les disparités quant au mode de répartition du TCSPS entre les provinces seront complètement éliminées d'ici trois ans.

Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux

	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	5 ans
(milliards de dollars)						
Crédits supplémentaires pour les soins de santé	2,0	2,0	2,5	2,5	2,5	11,5
Dont :						
TCSPS		1,0	2,0	2,5	2,5	8,0
Supplément au TCSPS ¹	2,0	1,0	0,5			3,5
Plancher actuel des transferts en espèces du TCSPS	12,5	12,5	12,5	12,5	12,5	62,5
Total des transferts en espèces du TCSPS	14,5	14,5	15,0	15,0	15,0	74,0
Transferts de points d'impôt du TCSPS	13,9	14,4	15,0	15,6	16,4	75,3
Total	28,4	28,9	30,0	30,6	31,4	149,3

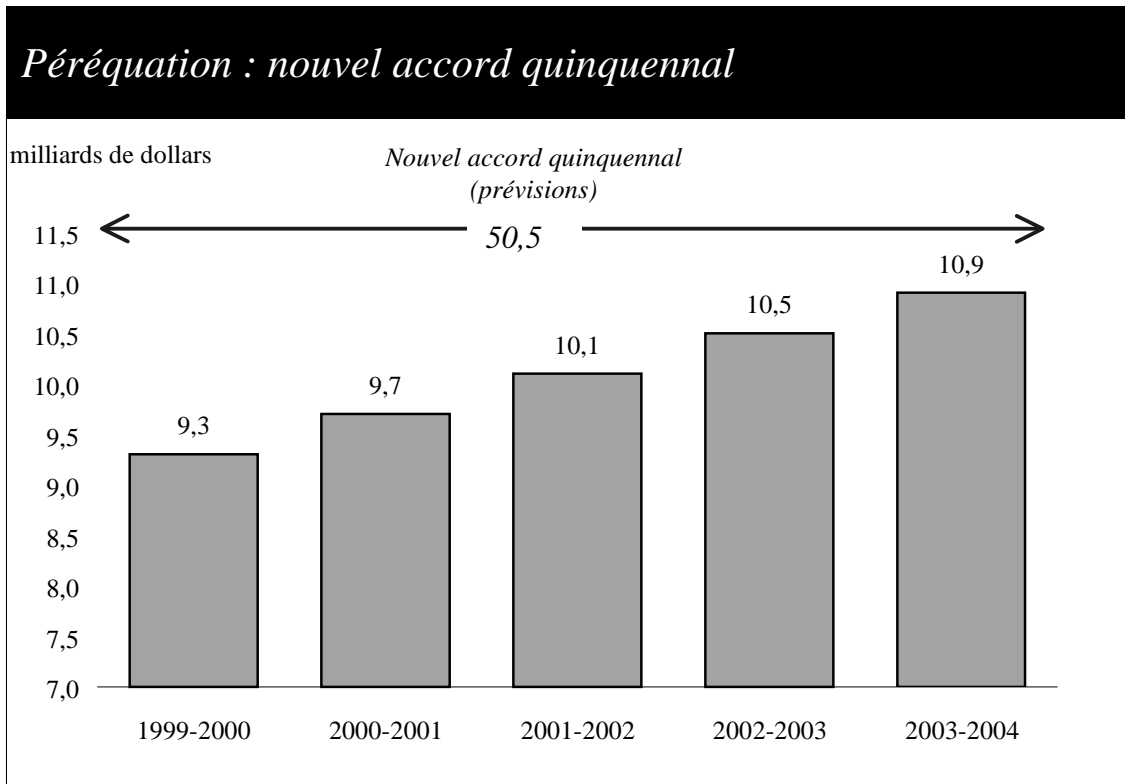
¹ Le gouvernement fédéral comptabilisera en 1998-1999 le supplément de 3,5 milliards de dollars affecté au TCSPS. Les paiements seront effectués de manière à accorder un traitement équitable à toutes les administrations, quel que soit le moment où elles prélèveront des fonds.

Autres initiatives de santé prévues dans le budget de 1999

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	Total cumulatif
(millions de dollars)					
Amélioration des systèmes d'information sur la santé					
Institut canadien de l'information sur la santé		95			95
Autres initiatives d'information sur la santé			20	70	190
Reddition de comptes pour les programmes fédéraux en santé			8	15	43
Total	95	28	85	120	328
Promotion de la recherche et de l'innovation en santé					
Instituts canadiens de recherche en santé			65	175	240
Hausse des budgets de santé des conseils et organismes de recherche	35	50	50	50	185
Fondation canadienne pour l'innovation ¹	100				100
Fonds RESPI	25				25
Total	160	50	115	225	550
Services de santé des Premières nations		20	60	110	190
Mesures de prévention et autres initiatives de santé		49	104	134	287
Total	255	147	364	589	1 356

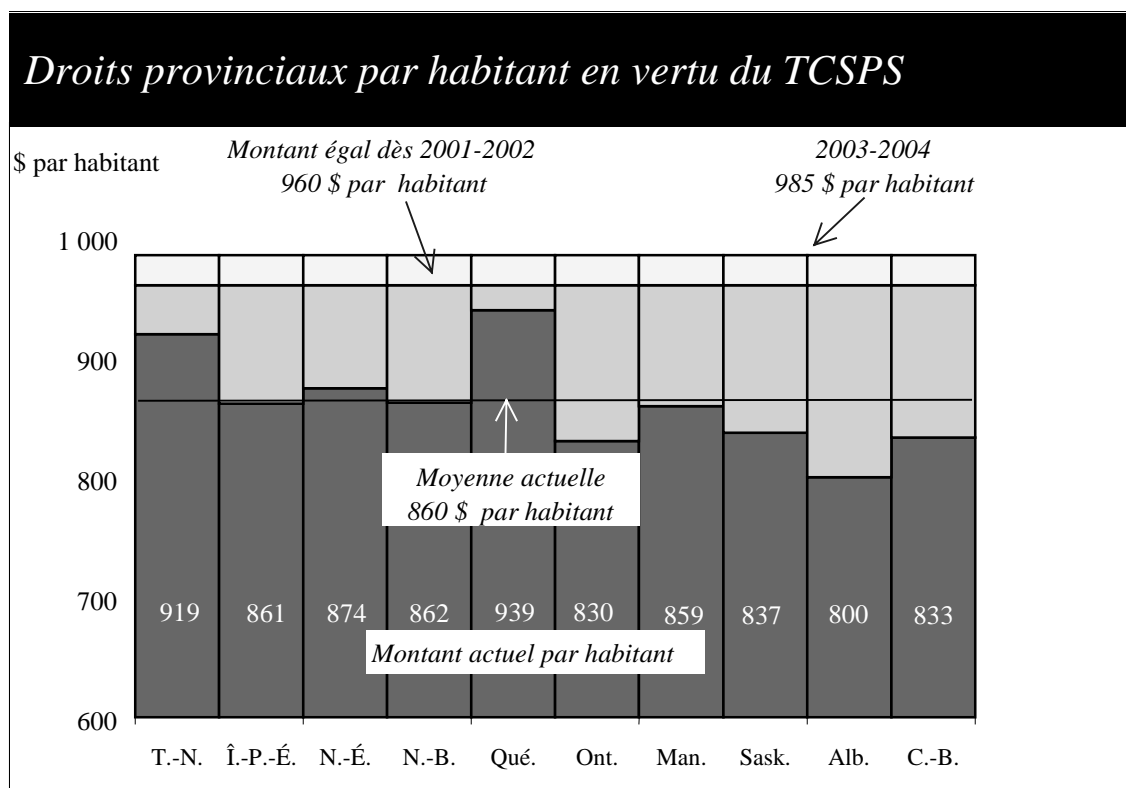
¹ Le budget de la Fondation canadienne pour l'innovation sera haussé de 200 millions de dollars. Compte tenu des bourses accordées en 1998, on prévoit qu'environ la moitié de cette somme servira à soutenir l'infrastructure de recherche en santé.

Renouveler la péréquation



- ✓ Les paiements de péréquation atteindront 50,5 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années, soit une augmentation de 5 milliards de dollars par rapport aux cinq années précédentes.
- ✓ Les améliorations apportées au programme de péréquation mèneront à un financement supplémentaire pour les provinces d'environ 48 millions de dollars en 1999-2000, somme qui atteindra 242 millions de dollars en 2003-2004.
- ✓ Au cours des cinq prochaines années, les bonifications techniques prévues rapporteront environ 700 millions de dollars de plus aux provinces bénéficiaires.
- ✓ À la suite des développements économiques – notamment d'une croissance économique particulièrement vigoureuse en Ontario – les paiements de péréquation ont été révisés à la hausse de 2,2 milliards de dollars en 1998-1999, dont 1,1 milliard est attribuable à des ajustements pour années antérieures, et de 0,6 milliard de dollars en 1999-2000 par rapport au budget de 1998.

Droits égaux par habitant en vertu du TCSPS en 2001-2002



- ✓ En 1998-1999, la moyenne des droits du TCSPS par habitant s'élève à 860 \$.
- ⇒ L'aide versée aux provinces se situe entre 939 \$ par habitant au Québec et 800 \$ par habitant en Alberta.
- ✓ En 2001-2002, toutes les provinces recevront des transferts égaux de 960 \$ par habitant.
- ⇒ Les disparités de financement entre les provinces qui prévalent aujourd'hui seront entièrement éliminées.
- ✓ En 2003-2004, grâce au financement accru que prévoit ce budget, chaque province touchera 985 \$ par habitant.

Transferts totaux accrus : TCSPS/Péréquation/Formule de financement des territoires (FFT) (espèces et points d'impôt)

	Estimations				
	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
	(millions de dollars)				
Total	37 977	38 802	40 312	41 367	42 499
Terre-Neuve	1 416	1 432	1 457	1 486	1 518
Île-du-Prince-Édouard	327	334	349	361	369
Nouvelle-Écosse	2 002	2 068	2 141	2 205	2 275
Nouveau-Brunswick	1 648	1 686	1 739	1 783	1 823
Québec	11 020	11 236	11 517	11 839	12 148
Ontario	10 600	10 836	11 389	11 674	11 991
Manitoba	1 924	1 953	1 994	2 018	2 068
Saskatchewan	1 210	1 233	1 285	1 318	1 362
Alberta	2 669	2 727	2 885	2 951	3 023
Colombie-Britannique	3 765	3 873	4 090	4 216	4 352
Yukon	332	337	349	363	375
Territoires du Nord-Ouest	532	535	547	565	585
Nunavut	533	551	569	589	610

Péréquation accrue

	Estimations					Total sur 5 ans
	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	
	(millions de dollars)					
Total	9 288	9 696	10 094	10 492	10 892	50 462
Amélioration technique ¹	48	96	144	192	242	722
Terre-Neuve	1 003	1 025	1 050	1 078	1 108	5 264
Amélioration technique	3	6	9	11	14	43
Île-du-Prince-Édouard	222	229	241	251	258	1 201
Amélioration technique	1	1	2	3	3	10
Nouvelle-Écosse	1 239	1 305	1 358	1 414	1 473	6 790
Amélioration technique	10	20	31	41	51	153
Nouveau-Brunswick	1 054	1 094	1 130	1 169	1 202	5 648
Amélioration technique	1	1	2	3	4	11
Québec	4 464	4 690	4 931	5 162	5 365	24 612
Amélioration technique	38	75	113	151	189	566
Manitoba	929	955	965	974	1 008	4 832
Amélioration technique	-7	-15	-22	-30	-37	-111
Saskatchewan	377	399	420	444	477	2 117
Amélioration technique	3	6	9	11	14	43

¹ Les chiffres dans les régions ombragées incorporent les améliorations techniques.

TCSPS : un montant supplémentaire de 11,5 milliards de dollars pour les soins de santé, égal par habitant pour toutes les provinces et territoires

	Estimations					Total sur 5 ans
	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	
(millions de dollars, sauf indication contraire)						
Total	2 000	2 000	2 500	2 500	2 500	11 500¹
Montant par année par habitant (\$)	65	65	80	79	78	
Terre-Neuve	35	35	42	42	41	195
Île-du-Prince-Édouard	9	9	11	11	11	51
Nouvelle-Écosse	61	61	76	75	75	348
Nouveau-Brunswick	49	49	61	60	59	278
Québec	482	479	596	592	589	2 738
Ontario	755	757	949	953	956	4 370
Manitoba	75	74	92	92	91	425
Saskatchewan	67	67	83	82	81	379
Alberta	192	192	241	241	241	1 107
Colombie-Britannique	268	270	341	344	347	1 570
Yukon	2	2	3	3	3	12
Territoires du Nord-Ouest	3	3	3	3	3	16
Nunavut	2	2	2	2	2	10

¹ Incorpore un supplément du TCSPS de 3,5 milliards de dollars, lequel sera comptabilisé durant l'exercice 1998-1999 par le gouvernement fédéral. On s'attend à ce que les provinces perçoivent le supplément du TCSPS selon l'échéancier suivant : 2 milliards de dollars en 1999-2000, 1 milliard de dollars en 2000-01 et 0,5 milliard de dollars en 2001-02.

Un montant égal du TCSPS pour tous les Canadiens d'ici 2001-2002

	Estimations				
	Égal par habitant				
	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
(\$ par habitant)					
Terre-Neuve	948	951	960	971	985
Île-du-Prince-Édouard	928	934	960	971	985
Nouvelle-Écosse	933	938	960	971	985
Nouveau-Brunswick	929	935	960	971	985
Québec	954	956	960	971	985
Ontario	918	926	960	971	985
Manitoba	928	934	960	971	985
Saskatchewan	920	928	960	971	985
Alberta	908	917	960	971	985
Colombie-Britannique	919	927	960	971	985

TCSPS : un montant égal par habitant d'ici 2001-2002

Péréquation : une aide additionnelle pour les provinces moins prospères

		Estimations				
		1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
		(Part de l'ensemble du Canada – en pourcentage)				
Terre-Neuve	Transferts totaux	3,7	3,7	3,6	3,6	3,6
	Population	1,8	1,7	1,7	1,7	1,6
	TCSPS	1,8	1,8	1,7	1,7	1,6
	Péréquation	10,8	10,6	10,4	10,3	10,2
Île-du-Prince-Édouard	Transferts totaux	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
	Population	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
	TCSPS	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
	Péréquation	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4
Nouvelle-Écosse	Transferts totaux	5,3	5,3	5,3	5,3	5,4
	Population	3,1	3,1	3,0	3,0	3,0
	TCSPS	3,1	3,1	3,0	3,0	3,0
	Péréquation	13,3	13,5	13,5	13,5	13,5
Nouveau-Brunswick	Transferts totaux	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3
	Population	2,5	2,4	2,4	2,4	2,4
	TCSPS	2,5	2,4	2,4	2,4	2,4
	Péréquation	11,3	11,3	11,2	11,1	11,0
Québec	Transferts totaux	29,0	29,0	28,6	28,6	28,6
	Population	24,1	24,0	23,8	23,7	23,6
	TCSPS	24,8	24,5	23,8	23,7	23,6
	Péréquation	48,1	48,4	48,9	49,2	49,3
Ontario	Transferts totaux	27,9	27,9	28,3	28,2	28,2
	Population	37,7	37,9	38,0	38,1	38,2
	TCSPS	37,3	37,5	38,0	38,1	38,2
	Péréquation	5,1	5,0	4,9	4,9	4,9
Manitoba	Transferts totaux	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7
	Population	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7
	TCSPS	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7
	Péréquation	10,0	9,9	9,6	9,3	9,3
Saskatchewan	Transferts totaux	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2
	Population	3,4	3,3	3,3	3,3	3,2
	TCSPS	3,3	3,3	3,3	3,3	3,2
	Péréquation	4,1	4,1	4,2	4,2	4,4
Alberta	Transferts totaux	7,0	7,0	7,2	7,1	7,1
	Population	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6
	TCSPS	9,4	9,4	9,6	9,6	9,6
	Péréquation	9,9	10,0	10,1	10,2	10,2
Colombie-Britannique	Transferts totaux	13,4	13,5	13,6	13,8	13,9
	Population	13,3	13,4	13,6	13,8	13,9
	TCSPS	13,3	13,4	13,6	13,8	13,9
	Péréquation	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
Yukon	Transferts totaux	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	Population	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	TCSPS	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	FFT	23,2	23,1	23,2	23,3	23,3
Territoires du Nord-Ouest	Transferts totaux	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4
	Population	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	TCSPS	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	FFT	37,9	37,4	37,0	37,0	37,0
Nunavut	Transferts totaux	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4
	Population	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	TCSPS	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	FFT	38,9	39,5	39,7	39,7	39,7

***Investissement dans les grandes
priorités économiques et sociales –
bâtir une économie forte grâce au
savoir et à l'innovation***

Faits saillants

- ✓ Le présent budget met à profit la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances et prévoit une aide supplémentaire de plus de 1,8 milliard de dollars pour le reste de l'exercice et au cours des trois prochaines années au titre de la création, de la diffusion et de la commercialisation du savoir, et pour des programmes d'emplois.
- ✓ Création du savoir : La somme de 200 millions de dollars est investie dans la Fondation canadienne pour l'innovation pour poursuivre les initiatives liées à l'infrastructure de recherche grâce à l'acquisition de matériel et d'installations à la fine pointe de la technologie. Il est prévu qu'environ 100 millions de dollars seront affectés à l'infrastructure de recherche dans les domaines de l'environnement, des sciences et du génie. D'autres crédits sont également accordés aux conseils subventionnaires, au Conseil national de recherche et aux ministères fédéraux dont les activités sont axées sur la science.
- ✓ Diffusion du savoir : La somme de 60 millions de dollars sera investie au cours des trois prochaines années pour lancer des projets de démonstration dans le cadre du programme des Collectivités branchées afin d'illustrer comment les collectivités peuvent utiliser les technologies de l'information et des communications pour appuyer le développement économique et pour enrichir la vie communautaire des Canadiens. Une somme additionnelle de 36 millions de dollars sera investie sur une période de trois ans pour faire en sorte que de l'information géographique critique soit disponible sur l'autoroute de l'information via les initiatives Géoconnexions.
- ✓ Commercialisation du savoir : La somme de 90 millions de dollars sera versée au cours des trois prochaines années aux réseaux de centres d'excellence. Une somme supplémentaire de 150 millions de dollars sera versée sur une période de trois ans à Partenariat technologique Canada pour des investissements stratégiques de concert avec des entreprises pour la commercialisation des processus et de produits innovateurs. Le gouvernement injectera une somme additionnelle de 50 millions de dollars en capital-actions de la Banque de développement du Canada. Des crédits supplémentaires de 430 millions de dollars seront accordés sur trois ans à l'Agence spatiale canadienne, après quoi le budget de cet organisme se stabilisera à 300 millions de dollars par année, pour des investissements stratégiques dans des projets relevant du domaine spatial, des sciences et de la technologie.
- ✓ Soutien de l'emploi : des crédits totalisant 795 millions de dollars sur trois ans sont accordés à la Stratégie emploi-jeunesse annoncée récemment et au Fonds canadien pour la création d'emplois.

Faits saillants

Mettre à profit la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances : savoir et innovation

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	Total cumulatif
(millions de dollars)					
Création du savoir					
Fondation canadienne pour l'innovation ¹	100				100
CRSNG		25	25	25	75
CRSH		5	5	5	15
Conseil national de recherches	16	5	5	5	31
Biotechnologie		15	20	20	55
Diffusion du savoir					
Collectivités branchées		15	30	15	60
Géoxonnexions		12	12	12	36
Commercialisation du savoir					
Banque de développement du Canada ²	50				50
Partenariat technologique Canada		50	50	50	150
Agence spatiale canadienne		41	152	237	430
Réseaux de centres d'excellence		30	30	30	90
Soutien de l'emploi					
Stratégie emploi-jeunesse		155	155	155	465
Fonds canadien pour la création d'emplois		110	110	110	330
Total	166	463	594	664	1 887

¹ Le budget de la FCI sera majoré de 200 millions de dollars. D'après les bourses accordées à ce jour, on prévoit qu'environ la moitié de cette somme sera affectée à l'infrastructure de recherche dans des domaines autres que la santé.

² L'aide fédérale à la Banque de développement du Canada prend la forme d'une participation au capital-actions. Elle n'est donc pas comptabilisée dans les dépenses budgétaires.

Allégements fiscaux et amélioration de l'équité fiscale

Faits saillants

- ✓ Les réductions d'impôt proposées dans le budget de 1999 font suite à celles consenties dans le budget de 1998.
 - ⇒ Le budget de 1998 prévoyait une hausse de 500 \$ du revenu que les Canadiens à faible revenu peuvent recevoir en franchise d'impôt. Le budget de 1999 porte ce montant à 675 \$ et étend cette mesure à tous les contribuables. Cette hausse de 675 \$ fait plus que compenser l'effet de l'inflation depuis 1992 sur la valeur du montant exonéré.
 - ⇒ Le budget de 1998 a amorcé l'élimination de la surtaxe de 3 p. 100 en la supprimant entièrement pour les contribuables dont le revenu ne dépassait pas 50 000 \$ environ et en la réduisant pour ceux dont le revenu se situait entre 50 000 \$ et 65 000 \$. Le budget de 1999 complète le processus en éliminant la surtaxe pour tous les autres contribuables.
 - ⇒ Le budget de 1998 consacrait 850 millions de dollars — en plus des 850 millions déjà prévus dans le budget de 1997 — à la Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE), destinée exclusivement aux familles à faible revenu. Le budget de 1999 propose la structure, dont les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont convenu, de l'augmentation prévue dans le budget de 1998, tout en consacrant 300 millions de dollars de plus à la PFCE en faveur des familles à revenu modeste ou moyen.
- ✓ Les réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers s'ajoutent à la baisse de 15 cents du taux de cotisation d'assurance-emploi (AE) des employés, qui passe à 2,55 \$ par tranche de 100 \$ de rémunération assurable en 1999, pour des économies totales de 1,1 milliard de dollars sur une année, dont 800 millions de dollars en 1999-2000.
- ✓ Les budgets de 1998 et 1999 se soldent par d'importants allégements d'impôt pour les Canadiens.
 - ⇒ Ensemble, les budgets de 1998 et 1999 offrent des allégements d'impôt de 3,9 milliards de dollars en 1999-2000, de 6,0 milliards de dollars en 2000-2001 et de 6,6 milliards de dollars en 2001-2002, pour un total de 16,5 milliards de dollars.
 - ⇒ Les budgets de 1998 et 1999, si l'on y ajoute la réduction de 800 millions de dollars des cotisations d'AE pour 1999-2000, prévoient des allégements fiscaux de 17,3 milliards de dollars pour les trois prochaines années.
 - ⇒ En proportion, les mesures proposées donnent la plus grande réduction de l'impôt sur le revenu aux niveaux de revenu les plus faibles.

Faits saillants

- ⇒ Le budget de 1998 avait éliminé 400 000 Canadiens et Canadiennes à faible revenu de la liste des contribuables fédéraux. Grâce au budget de 1999, 200 000 contribuables supplémentaires n'auront plus aucun impôt fédéral à payer sur leur revenu, ce qui donne un total de 600 000.
- ⇒ Les contribuables célibataires qui gagnent 20 000 \$ ou moins verront leur impôt fédéral sur le revenu réduit d'au moins 10 p. 100.
- ⇒ Une famille canadienne type de quatre personnes, dont une seule gagne un revenu de 30 000 \$ ou moins, n'aura aucun impôt fédéral net à payer sur son revenu.
- ⇒ Les familles dont le revenu ne dépasse pas 45 000 \$ verront leur impôt fédéral réduit d'au moins 10 p. 100, et la diminution sera beaucoup plus importante pour certaines.

Incidence sur les contribuables – mesures à maturité

Allégements fiscaux d'application générale et Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE)	Budgets de 1998 et 1999	Budget de 1998	Budget de 1999
	(Nombre de contribuables ou de familles)		
Changements des montants personnels¹			
Réductions d'impôt (n ^{bre} de contribuables) ²	15 700 000	5 000 000	15 300 000
Élimination de l'impôt (n ^{bre} de contribuables)	600 000	400 000	200 000
Élimination de la surtaxe de 3 p. 100			
Réductions d'impôt (n ^{bre} de contribuables) ³	15 100 000	14 000 000	2 700 000
Hausse de la PFCE			
Hausse de la PFCE (n ^{bre} de familles) ⁴	3 300 000	1 400 000	2 000 000
Admissibilité à la PFCE (n ^{bre} de familles additionnelles) ⁵	100 000	-	100 000

¹ Comprend l'octroi du supplément de 500 \$ à tous les contribuables et la hausse de 175 \$ du revenu exonéré.

² Le budget de 1999 prévoit des réductions d'impôt pour les 15,3 millions de contribuables restant après que le budget de 1998 en ait rendu 400 000 non imposable. Par conséquent, les 15,7 millions de contribuables bénéficient d'allégements fiscaux dans les deux budgets combinés.

³ Le budget de 1999 élimine la surtaxe pour les 2,7 millions de contribuables qui y restaient assujettis après le budget de 1998. Les chiffres comprennent les contribuables qui n'avaient alors bénéficié que d'une réduction de la surtaxe, prévue dans le budget de 1998.

⁴ Le nombre total de familles bénéficiant de la PFCE après la mise en application totale des mesures du budget de 1999 s'élèvera à 3,3 millions. Certaines familles profitent des hausses de prestations prévues à la fois dans le budget de 1998 et dans celui de 1999.

⁵ Par suite des mesures du budget de 1998, le nombre de familles admissibles au supplément dans le cadre du RNPE augmentera de 175 000. Cependant, le nombre de familles admissibles à la PFCE n'a pas changé, puisque celles-ci recevaient déjà la prestation de base.

Famille type de quatre personnes à revenu unique
Effet des mesures proposées sur une année complète

Mesures d'allégement fiscal du budget de 1999										
Revenu total	Impôt fédéral ¹ avant le budget de 1998	Effet du budget de 1998	Supplément de 500 \$ pour tous	Hausse de 175 \$ des montants de base	Élimination de la surtaxe	PFCE ²	Total Budget de 1999	Total Budgets de 1998 et de 1999	Total – 1998 et 1999 (pour cent de l'impôt fédéral) ^{3,4}	Impôt fédéral après le budget de 1999
(dollars, sauf indication contraire)										
13 500	-3 708	-163	0	0	0	-700	-700	-863	-863	-4 571
15 000	-3 462	-174	-7	-60	0	-700	-767	-941	-941	-4 403
20 000	-2 643	-164	-41	-60	0	-700	-801	-965	-965	-3 608
25 000	-1 000	-154	-75	-60	0	-719	-854	-1 008	-1 008	-2 008
30 000	451	-145	-109	-60	0	-184	-353	-498	-110,4%	-47
35 000	2 233	-149	-143	-60	0	-184	-387	-536	-24,0%	1 697
40 000	3 938	-160	-170	-60	0	-184	-414	-574	-14,6%	3 364
45 000	5 527	-199	-170	-60	0	-184	-414	-613	-11,1%	4 914
50 000	7 116	-238	-170	-60	0	-184	-414	-652	-9,2%	6 464
55 000	8 705	-197	-185	-65	-60	-184	-494	-691	-7,9%	8,014
60 000	10 319	-117	-185	-65	-179	-184	-613	-730	-7,1%	9 589
65 000	12 063	-30	-185	-65	-310	-184	-744	-774	-6,4%	11 289
75 000	15 469	0	-184	-64	-440	0	-688	-688	-4,4%	14 781
100 000	23 299	0	-184	-64	-658	0	-906	-906	-3,9%	22 393

¹ Compte tenu de l'impôt fédéral sur le revenu, ainsi que de la PFCE et du crédit pour TPS remboursables. Ne tient pas compte de l'impôt provincial sur le revenu. Des valeurs négatives indiquent que le montant reçu au titre de la PFCE et du crédit pour TPS remboursables est supérieur à l'impôt payé sur le revenu.

² Changements annoncés dans le budget de 1999, compte tenu de la hausse de 850 millions de dollars annoncée dans le budget de 1998 et de l'augmentation de 300 millions annoncée dans le budget de 1999.

³ Des valeurs négatives indiquent une réduction de l'impôt net versé au gouvernement fédéral.

⁴ Les familles types de quatre personnes ayant un revenu unique d'environ 25 000 \$ et moins reçoivent plus en crédits fédéraux remboursables (PFCE et crédit pour TPS) qu'elles ne paient en impôt fédéral sur le revenu. La réduction d'impôt fédéral indiquée en caractère gras représente donc la hausse des avantages nets que ces familles reçoivent du régime d'impôt et de transferts. Comme les pourcentages ne veulent rien dire dans ce cas, les montants en dollars sont répétés.

Individu type

Effet des mesures proposées sur une année complète

Mesures d'allégement fiscal du budget de 1999										
Revenu total	Impôt fédéral ¹ avant le budget de 1998	Effet du budget de 1998	Supplément de 500 \$ pour tous	Hausse de 175 \$ des montants de base	Élimination de la surtaxe PFCE	Total Budget de 1999	Total Budgets de 1998 et de 1999	Total – 1998 et 1999 (pour cent de l'impôt fédéral) ^{2,3}	Impôt fédéral après le budget de 1999	
(dollars, sauf indication contraire)										
7 500	-98	-85	-4	-30	0	0	-34	-119	-119	-217
10 000	262	-80	-21	-30	0	0	-51	-131	-50,0%	131
15 000	1 047	-70	-55	-30	0	0	-85	-155	-14,8%	892
20 000	1 866	-63	-85	-30	0	0	-115	-178	-9,5%	1 688
25 000	2 685	-87	-85	-30	0	0	-115	-202	-7,5%	2 483
30 000	3 746	-112	-85	-30	0	0	-115	-227	-6,1%	3 519
35 000	5 128	-149	-85	-30	0	0	-115	-264	-5,1%	4 864
40 000	6 429	-187	-85	-30	0	0	-115	-302	-4,7%	6 127
45 000	7 768	-226	-85	-30	0	0	-115	-341	-4,4%	7 427
50 000	9 107	-219	-93	-32	-35	0	-160	-379	-4,2%	8 728
55 000	10 446	-141	-93	-32	-152	0	-277	-418	-4,0%	10 028
60 000	11 810	-62	-93	-32	-272	0	-397	-459	-3,9%	11 351
65 000	13 324	0	-92	-32	-384	0	-508	-508	-3,8%	12 816
75 000	16 456	0	-92	-32	-471	0	-595	-595	-3,6%	15 861
100 000	24 286	0	-92	-32	-689	0	-813	-813	-3,3%	23 473

¹ Compte tenu de l'impôt fédéral sur le revenu, ainsi que du crédit pour TPS remboursables. Ne tient pas compte de l'impôt provincial sur le revenu. Des valeurs négatives indiquent que le montant reçu au titre du crédit pour TPS remboursables est supérieur à l'impôt payé sur le revenu.

² Des valeurs négatives indiquent une réduction de l'impôt net versé au gouvernement fédéral.

³ Les individus typiques ayant un revenu d'environ 7 500 \$ et moins reçoivent plus en crédits fédéraux remboursables (crédit pour TPS) qu'ils ne paient en impôt fédéral sur le revenu. La réduction d'impôt fédéral indiquée en caractère gras représente donc la hausse des avantages nets que ces individus reçoivent du régime d'impôt et de transferts. Comme les pourcentages ne veulent rien dire dans ce cas, le montant en dollars est répété.

Incidence sur les recettes fédérales

Allégements fiscaux d'application générale et PFCE	1999-2000	2000-2001	2001-2002	Incidence cumulative sur 3 ans
	(millions de dollars)			
Mesures entrant en vigueur le 1 ^{er} juillet 1999				
Octroi du supplément de 500 \$ à tous les contribuables	-665	-1 110	-1 290	-3 065
Hausse de 175 \$ du revenu exonéré	-270	-450	-525	-1 245
Élimination de la surtaxe de 3 p. 100	-595	-995	-1 150	-2 740
Total	-1 530	-2 555	-2 965	-7 050
Mesures d'équité fiscale	-15	-25	-100	-140
Hausse de la PFCE pour les familles à revenu moyen ¹	0	-225	-300	-525
Total – Budget de 1999	-1 545	-2 805	-3 365	-7 715
Pour mémoire : budget de 1998				
Mesures fiscales générales et d'équité fiscale	-2 070	-2 405	-2 425	-6 900
Hausse de la PFCE pour les familles à faible revenu ²	-320	-750	-850	-1 920
Total – Budget de 1998	-2 390	-3 155	-3 275	-8 820
Total – Budgets de 1998 et 1999	-3 935	-5 960	-6 640	-16 535

¹ À compter de juillet 2000. Ce montant s'ajoute à la hausse cumulative de 1,7 milliard de dollars de la PFCE prévue dans les budgets de 1997 et 1998.

² À raison d'une tranche de 425 millions de dollars en juillet 1999 et d'un montant identique en juillet 2000.

Tableaux récapitulatifs des mesures budgétaires

Mesures de dépenses et mesures fiscales : budget de 1999

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
(millions de dollars)				
Bâtir une société solidaire				
Améliorer les soins de santé pour les Canadiens				
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux ¹	3 500		1 000	2 000
Autres initiatives pour la santé				
Amélioration des systèmes d'information sur la santé	95	28	85	120
Promotion de la recherche et de l'innovation en matière de santé ²	160	50	115	225
Services de santé aux Premières nations		20	60	110
Initiatives liées à la santé - Prévention et autres		49	104	134
Total	255	147	364	589
Nouveaux partenariats avec les peuples Autochtones		49	144	159
Prévention du crime	13	95	128	159
Promotion de la coopération internationale	187	55	80	80
Relever les défis environnementaux	12	18	17	17
Autres				
Péréquation – améliorations techniques		48	97	145
Langues officielles dans l'éducation		70	70	70
Parcs Canada	35			
Salaires et bénéfices des militaires		175	175	175
Total	247	510	711	805
Total – Bâtir une société solidaire	4 002	658	2 074	3 393
Bâtir une économie forte				
Mettre à profit la stratégie canadienne pour l'égalité des chances				
Création du savoir				
Fondation canadienne pour l'innovation ²	100			
Soutien de la recherche avancée	16	50	55	55
Diffusion du savoir		27	42	27
Commercialisation du savoir		121	232	317
Soutien de l'emploi		265	265	265
Total	116	463	594	664
Adaptation économique				
Programme canadien d'adaptation et de restructuration de l'industrie de la pêche	600	355	116	48
Aide aux agriculteurs en cas de sinistre	600	285	15	
DEVCO	41	5	21	21
Total	1 241	645	152	69
Total – Bâtir une économie forte	1 357	1 108	746	733
Ensemble des initiatives de dépenses	5 358	1 766	2 820	4 126
Mesures fiscales ciblées et générales				
Bâtir une société solidaire				
Hausse de la Prestation fiscale canadienne pour enfants			225	300
Réduction générale d'impôts et mesures d'équité				
Octroi du supplément de 500 \$ à tous les contribuables		665	1 110	1 290
Hausse de 175 \$ du revenu exonéré		270	450	525
Élimination de la surtaxe de 3 p. 100		595	995	1 150
Mesures d'équité fiscale		15	25	100
Réduction des cotisations d'AE en 1999	300	800		
Total	300	2 345	2 580	3 065
Total des initiatives fiscales	300	2 345	2 805	3 365
Ensemble des initiatives fiscales et de dépenses	5 658	4 111	5 625	7 491

¹ Le supplément du TCSPS sera versé à une fiducie en main tierce en 1999-2000, en attendant l'adoption de la loi à cet effet.² Une somme supplémentaire de 200 millions de dollars est affectée à la Fondation canadienne pour l'innovation. On s'attend à ce qu'environ la moitié serve à l'amélioration des infrastructures de recherche dans le domaine de la santé.

Mesures de dépenses et mesures fiscales : budget de 1998

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
	(millions de dollars)				
Stratégie canadienne pour l'égalité des chances					
Fondation des bourses du millénaire	2 500				
Subventions canadiennes pour études		100	100	100	100
Hausse du financement des conseils subventionnaires		120	135	150	150
Programme canadien de prêts aux étudiants		50	145	150	158
Subvention canadienne pour l'épargne-études ¹		325	385	560	735
Relier les Canadiens à l'information et au savoir	55	60	70	75	75
Aide à l'emploi des jeunes		50	75	100	100
Total	2 555	705	910	1 135	1 318
Bâtir une société solidaire					
Hausse du plancher des transferts en espèces du TCSPS	200	900	1 500	1 500	1 400
Autres initiatives en matière de santé					
Stratégie nationale pour le SIDA		41	41	41	41
Initiative canadienne pour la recherche sur le cancer du sein		7	7	7	7
Soutien du système canadien d'approvisionnement en sang ¹		55	55	25	25
Hépatite C ¹	800				
Stratégie de réduction de la demande de tabac		10	10	10	10
Total	800	113	113	83	83
Total	1 000	1 013	1 613	1 583	1 483
Soutien des familles					
Hausse des budgets pour l'employabilité des personnes handicapées		15	20	20	20
Nouveau partenariat avec les Autochtones	350	126	126	126	126
Promotion de la culture et du sport au Canada	43	103	153	153	153
Renforcement des collectivités		42	67	67	67
Recherche d'efficacité et innovations environnementales		94	94	94	94
Promotion de la coopération internationale	90	70	20	20	20
Total	1 483	1 463	2 093	2 063	1 963
Ensemble des mesures de dépenses	4 038	2 168	3 003	3 198	3 281

¹ Chiffres révisés par rapport au budget de février 1998.

Mesures de dépenses et mesures fiscales : budget de 1998 (suite)

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
	(millions de dollars)				
Mesures fiscales ciblées et d'application générale					
Stratégie canadienne pour l'égalité des chances					
Crédit pour l'intérêt sur les prêts étudiants		80	130	145	155
Éducation permanente (REER)		15	40	45	50
Crédit d'impôt pour les étudiants à temps partiel (comprend la déduction des frais de garde d'enfants)		25	90	90	90
Congé de cotisation d'AE pour l'embauche des jeunes			100	100	
Total		120	360	380	295
Bâtir une société solidaire					
Déductibilité des cotisations d'assurance-santé et d'assurance-soins dentaires			90	110	125
Crédit aux aidants naturels		30	120	125	130
Prestation fiscale canadienne pour enfants			320	750	850
Déduction des frais de garde d'enfants		20	45	45	45
Mesures d'aide fiscale aux personnes handicapées		5	5	5	5
Impôt minimum de remplacement et REER		70	20	20	20
Bénévoles des services d'urgence		5	10	10	10
Total		130	610	1 065	1 185
Allègements fiscaux d'application générale et mesures d'équité fiscale					
Élimination de la surtaxe jusqu'à 50 000 \$ de revenu		710	1 175	1 365	1 430
Allègement fiscal pour contribuables à faible revenu		170	270	315	330
Réduction des cotisations d'AE	235	465			
Mesures d'équité fiscale		-5	-25	30	35
Total	235	1 340	1 420	1 710	1 795
Total des mesures fiscales ciblées et d'application générale	235	1 590	2 390	3 155	3 275
Total des mesures de dépenses et des mesures fiscales	4 273	3 758	5 393	6 353	6 556

Synthèse des mesures de dépenses et des mesures fiscales des budgets de 1998 et 1999

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	Cumulatif
	(millions de dollars)					
Initiatives de dépenses						
Bâtir une société solidaire						
Améliorer les soins de santé pour les Canadiens						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	200	4 400	1 500	2 500	3 400	12 000
Autres initiatives en matière de santé	800	368	260	447	672	2 546
Autres	483	697	991	1 190	1 284	4 645
Total	1 483	5 465	2 751	4 137	5 356	19 191
Bâtir une économie forte						
Stratégie canadienne pour l'égalité des chances	2 555	821	1 373	1 729	1 982	8 460
Adaptation économique		1 241	645	152	69	2 107
Total	2 555	2 062	2 018	1 881	2 051	10 567
Ensemble des initiatives de dépenses	4 038	7 527	4 769	6 018	7 407	29 758
Allègements fiscaux ciblés et généraux						
Stratégie canadienne pour l'égalité des chances		120	360	380	295	1 155
Bâtir une société solidaire		130	610	1 290	1 485	3 515
Allègements fiscaux généraux		880	2 975	4 235	4 725	12 815
Mesures d'équité fiscale		-5	-10	55	135	175
Réductions de cotisations d'AE	235	765	800			1 800
Total	235	1 890	4 735	5 960	6 640	19 460
Ensemble des initiatives fiscales et de dépenses	4 273	9 417	9 504	11 978	14 047	49 218

Perspectives financières – Tableaux récapitulatifs

*État sommaire des opérations :
perspectives financières incluant les mesures budgétaires*

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
	(milliards de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes budgétaires	153,2	156,5	156,7	159,5
Dépenses de programmes	108,8	112,1	111,2	113,2
Solde de fonctionnement	44,4	44,4	45,5	46,3
Frais de la dette publique	40,9	41,4	42,5	43,3
Solde fondamental	3,5	3,0	3,0	3,0
Réserve pour éventualités		3,0	3,0	3,0
Solde budgétaire	3,5	0,0	0,0	0,0
Dette publique nette	579,7	579,7	579,7	579,7
Opérations non budgétaires	9,3	11,5	5,0	7,0
Besoins financiers/Excédents (opérations de change exclues)	12,7	11,5	5,0	7,0
En pourcentage du PIB				
Recettes budgétaires				
Incluant les mesures budgétaires	17,7	17,6	17,2	17,0
Excluant les mesures budgétaires de 1998 et 1999 et réductions des cotisations d'AE	17,7	17,9	17,8	17,7
Dépenses de programmes	12,6	12,6	12,2	12,0
Frais de la dette publique	4,7	4,7	4,7	4,6
Solde budgétaire	0,4	0,0	0,0	0,0
Besoins financiers/Excédents	1,5	1,3	0,5	0,7
Dette publique nette	66,9	65,3	63,7	61,7

Note : les totaux peuvent ne pas correspondre, les montants ayant été arrondis.

Perspectives d'évolution des recettes

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
	(milliards de dollars)			
Impôts directs				
Impôt sur le revenu des particuliers	70,8	73,7	75,0	76,2
Impôt des sociétés	22,5	22,0	20,9	21,1
Autres	3,0	2,9	2,9	2,9
Total	96,3	98,5	98,7	100,2
Cotisations d'assurance-emploi	18,8	19,2	18,3	18,5
Taxes de vente et taxes et droits d'accise				
Taxe sur les produits et les services	19,5	20,6	21,6	22,4
Droits de douane à l'importation	2,8	2,5	2,5	2,5
Autres	8,6	8,3	8,2	8,3
Total	30,9	31,4	32,3	33,2
Recettes non fiscales	7,2	7,5	7,5	7,6
Total des recettes budgétaires	153,2	156,5	156,7	159,5
En pourcentage du PIB				
Incluant les mesures budgétaires	17,7	17,6	17,2	17,0
Excluant les mesures budgétaires de 1998 et 1999 et les réductions des cotisations d'AE	17,7	17,9	17,8	17,7

Perspectives d'évolution des dépenses de programmes

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
	(milliards de dollars)			
Principaux transferts aux particuliers				
Prestations aux personnes âgées	22,2	22,8	23,5	24,1
Prestations d'assurance-emploi	11,8	12,1	13,4	13,8
Total	34,1	34,9	36,9	37,9
Principaux transferts aux autres administrations publiques				
TCSPS en espèces ¹	12,6	16,0	12,5	13,5
Péréquation	8,9	10,7	9,3	9,7
Autres transferts fiscaux	1,1	0,9	0,9	0,8
Paievements de remplacement pour programmes permanents	-2,1	-2,2	-2,3	-2,3
Total des transferts en espèces	20,5	25,4	20,4	21,7
Dépenses de programmes directes				
Subventions et autres transferts				
Agriculture	0,8	1,6	1,1	0,7
Aide internationale ²				
Financement de base	2,1	1,9	2,0	2,0
Ajustement ponctuel	0,1	0,2		
Santé	0,9	1,2	1,2	1,3
Développement des ressources humaines	2,1	2,5	2,5	2,5
Affaires indiennes et du Nord canadien	4,0	4,1	4,2	4,3
Développement industriel et régional	2,2	2,4	2,3	2,1
Autres	10,3	5,1	5,3	5,2
Total	22,5	19,0	18,6	18,1
Sociétés d'État	2,5	3,8	3,9	3,8
Défense	8,9	8,3	8,7	8,7
Autres	20,3	20,7	22,7	23,0
Total des dépenses de programmes directes	54,2	51,8	53,9	53,6
Total des dépenses de programmes	108,8	112,1	111,2	113,2

Note : les chiffres étant arrondis, leur somme ne correspond pas nécessairement au total.

¹ Reflète le profil du TCSPS en espèces tel que comptabilisé par le gouvernement fédéral.

² Le budget de 1998 prévoyait un financement additionnel ponctuel de 90 millions de dollars en 1997-1998 et de 50 millions de dollars en 1998-1999. Le budget de 1999 prévoit un financement ponctuel additionnel de 187 millions de dollars en 1998-1999 pour l'aide humanitaire et l'accélération des contributions aux institutions internationales.

Analyse de sensibilité financière

Hausse de 1 p. 100 du PIB nominal

	Modifications estimatives de la situation financière			
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
(milliards de dollars)				
Opérations budgétaires				
Hausse des recettes	1,4	1,4	1,5	1,6
Baisse des dépenses	0,1	0,1	0,2	0,2
Amélioration du solde budgétaire	1,5	1,5	1,7	1,8

Analyse de sensibilité financière

Hausse de 100 points de base de tous les taux d'intérêt

	Modifications estimatives de la situation financière			
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
(milliards de dollars)				
Opérations budgétaires				
Hausse des recettes	0,3	0,3	0,4	0,4
Hausse des dépenses	1,2	1,9	2,3	2,7
Réduction du solde budgétaire	0,9	1,6	1,9	2,3

- ✓ Si l'on suppose que l'augmentation du revenu nominal est attribuable en totalité à une hausse de la production, le solde budgétaire serait majoré de 1,5 milliard de dollars la première année, et de 1,8 milliard de dollars au bout de quatre ans.
 - ⇒ Si l'augmentation du PIB nominal est attribuable uniquement à l'inflation, l'incidence sur le déficit serait moindre.
- ✓ Une hausse soutenue de 100 points de base de l'ensemble des taux d'intérêt aurait une incidence négative sur le solde budgétaire se chiffrant à 0,9 milliard de dollars la première année.
 - ⇒ À mesure que la dette à plus long terme vient à échéance et est refinancée à des taux d'intérêt plus élevés, cette incidence négative augmente, s'élevant à 2,3 milliards de dollars après quatre ans.

Le solde budgétaire est devenu moins sensible aux variations de taux d'intérêt

	Dette totale ¹	Pourcentage à taux fixe ²	Sensibilité du solde budgétaire Hausse de 100 points de base de tous les taux d'intérêt			
			Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
			(milliards de dollars, sauf indication contraire)			
Budget 1995	550,2	55,1	1,8	2,6	3,1	3,6
Budget 1996	586,4	56,9	1,3	2,2	2,6	3,0
Budget 1997	600,6	61,7	1,0	1,9	2,3	2,6
Budget 1998	591,8	65,0	1,0	1,7	2,1	2,4
Budget 1999	587,2	2/3	0,9	1,6	1,9	2,3

¹ Dette portant intérêt au 31 mars de l'année du budget.

² La dette à taux fixe est généralement définie comme la dette qui viendra à échéance ou dont le taux d'intérêt sera fixé de nouveau après un an (principalement les obligations négociables).

- ✓ La réduction de la sensibilité du solde budgétaire aux variations de taux d'intérêt depuis le budget de 1998 peut s'expliquer comme suit :
 - ⇒ la baisse de la dette portant intérêt;
 - ⇒ la légère augmentation de l'encours de la dette à taux fixe (échéance à plus d'un an), qui se situe maintenant environ aux deux tiers, comparativement à 65 p. 100 lors du dépôt du budget de 1998.

*Dettes fédérales et structure des échéances de la dette non échue**Dettes fédérales (au 31 mars 1998)*

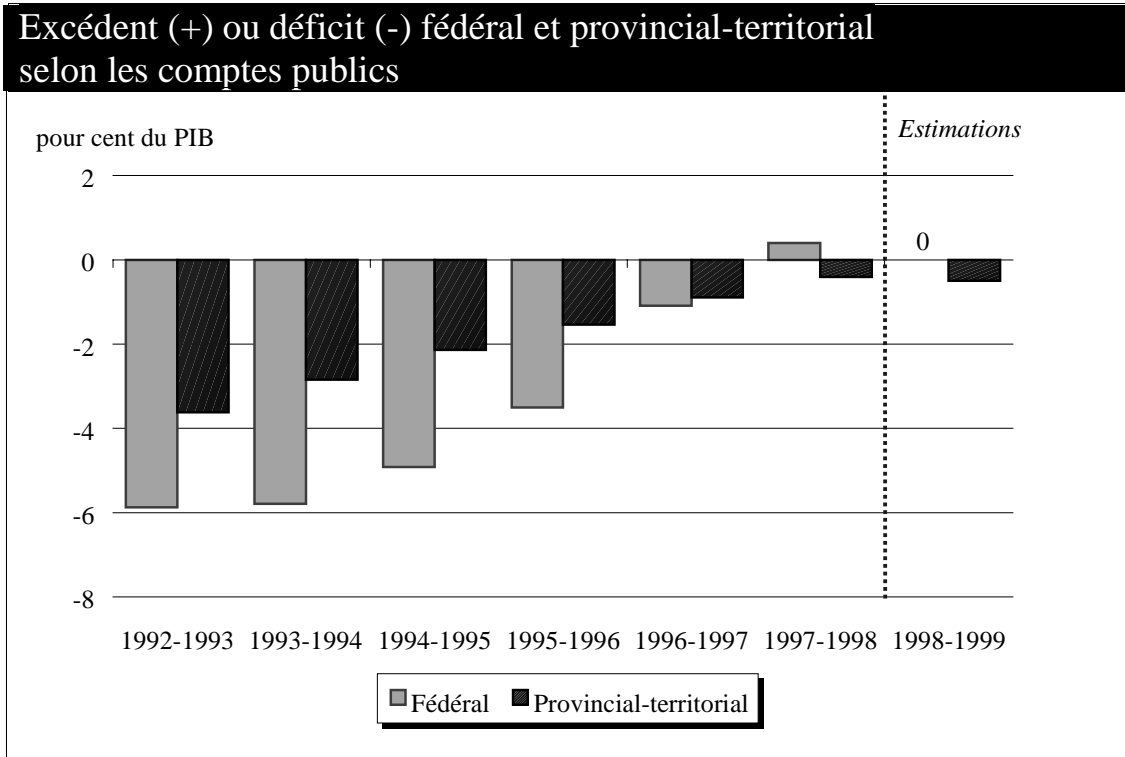
	(milliards de dollars)
Dettes nettes	579,7
Avoirs financiers	58,8
Dettes brutes	638,5
dont :	
Dettes non échues	467,3
Passif des régimes de retraite et d'autres comptes	127,5
Autres dettes	43,7

Répartition de la dette non échue (au 31 mars 1998)

	(pourcentage)
Bons du Trésor	24,0
Obligations d'épargne du Canada	6,4
Obligations	
moins de 3 ans	24,1
de 3 à 5 ans	10,4
de 5 à 10 ans	16,2
plus de 10 ans	15,5
Autres	3,4
	100,0

Situation financière de l'ensemble du secteur public

Rétablissement marqué des finances publiques au Canada

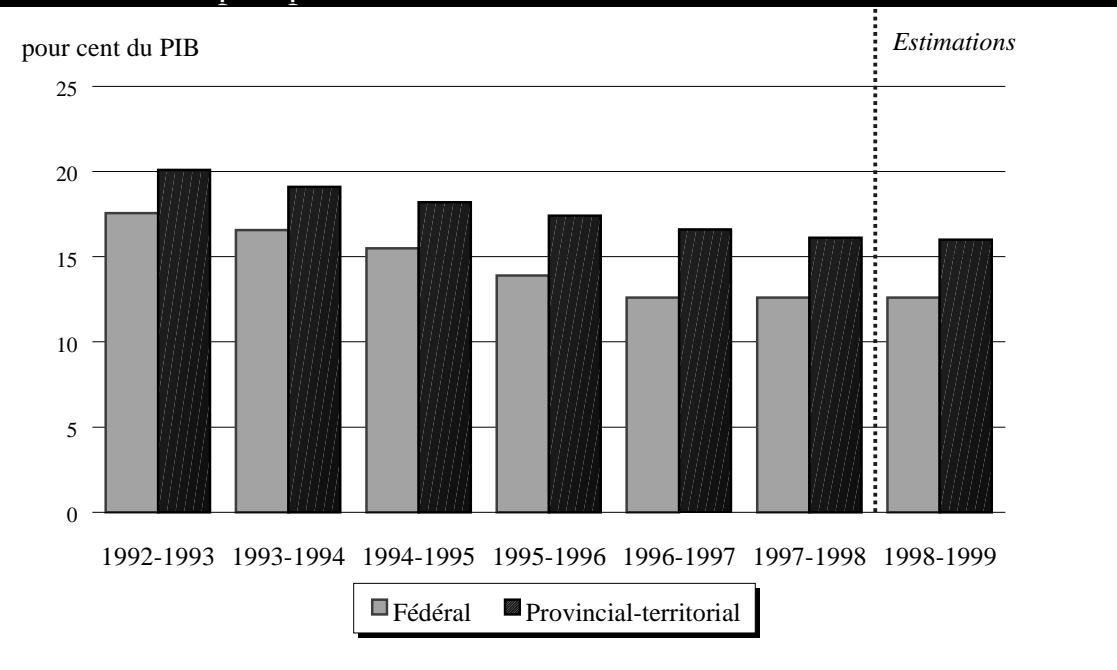


Source : ministère des Finances, Canada

- ✓ Grâce à un excédent de 3,5 milliards de dollars au niveau fédéral, l'ensemble du secteur public canadien a enregistré un léger solde excédentaire en 1997-1998.
- ✓ L'assainissement des finances publiques devrait se stabiliser en 1998-1999. Certaines provinces ont été touchées par la crise asiatique et ses répercussions, qui ont ralenti la croissance économique, fait chuter les prix des produits de base et alourdi le service de la dette libellée en devises étrangères à cause du fléchissement du dollar canadien.
 - ⇒ Étant donné la prévision d'un budget équilibré au niveau fédéral en 1998-1999, le solde budgétaire global des administrations publiques devrait être légèrement déficitaire au cours du même exercice.
 - ⇒ Cinq provinces ou territoires devraient afficher un budget équilibré ou excédentaire en 1998-1999, comparativement à sept en 1997-1998.
- ✓ Toutes les administrations publiques prévoient équilibrer leur budget d'ici 2000-2001.

Les dépenses de programmes fédérales et provinciales-territoriales continuent de baisser

Dépenses de programmes fédérales et provinciales-territoriales selon les comptes publics



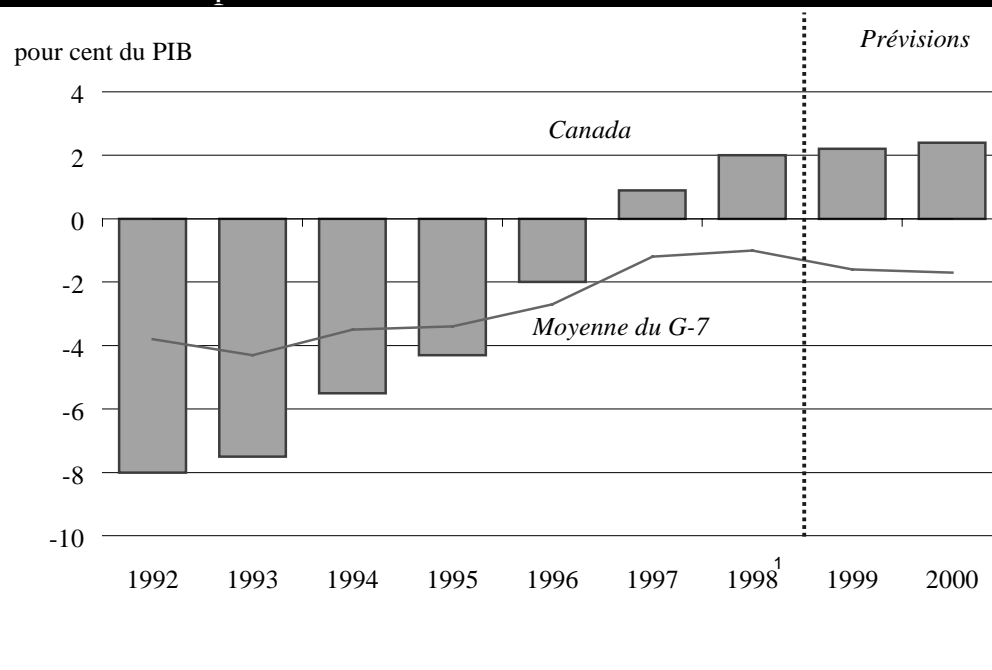
Source : ministère des Finances, Canada

- ✓ Malgré les nouvelles initiatives de dépenses qui ont été annoncées, les dépenses de programmes de l'ensemble des administrations publiques continueront à baisser en pourcentage du PIB en 1998-1999.
 - ⇒ Les dépenses de programmes fédérales descendront à 12,6 p. 100 du PIB en 1998-1999, comparativement à 17,5 p. 100 en 1992-1993.
 - ⇒ Les dépenses de programmes des provinces et des territoires devraient diminuer, passant de 20,1 p. 100 du PIB en 1992-1993 à 16 p. 100 en 1998-1999.

Finances publiques - comparaisons internationales

Le solde budgétaire du secteur public canadien est le meilleur parmi les pays du G-7

Excédent (+) ou déficit (-) de l'ensemble du secteur public selon les comptes nationaux



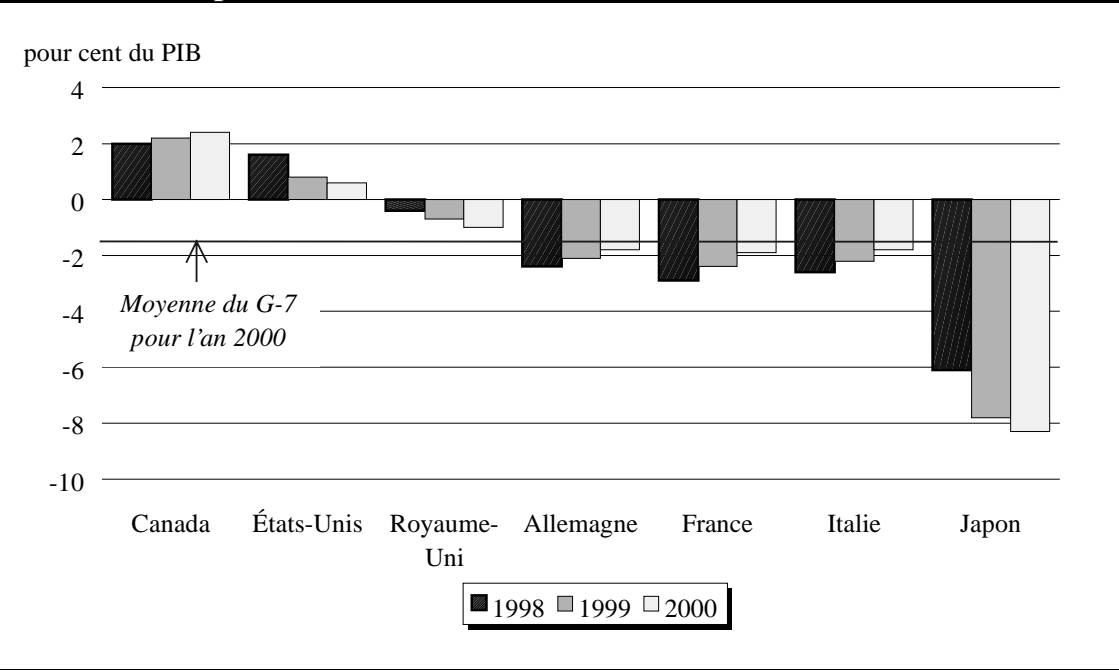
¹ Estimations

Source : *Perspectives économiques de l'OCDE*, N° 64 (décembre 1998)

- ✓ Le Canada vient en tête des pays du G-7 au plan du solde budgétaire, alors qu'au début des années 1990, il se situait parmi les derniers à ce chapitre.
 - ⇒ En 1992, le déficit global du secteur public canadien (selon les comptes nationaux, ce qui comprend les administrations fédérale, provinciales et municipales ainsi que le solde du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec) a atteint un sommet de 8 p. 100 du PIB, la moyenne des pays du G-7 n'étant que de 3,8 p. 100.
 - ⇒ Depuis 1996, le solde budgétaire du secteur public du Canada fait meilleure figure que la moyenne des pays du G-7.
 - ⇒ Selon les prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui ne tiennent pas compte des initiatives annoncées dans le présent budget, le secteur public canadien enregistrera un excédent budgétaire égal à 2 p. 100 du PIB en 1998.

La performance du Canada demeure supérieure à celle des autres pays du G-7

Excédent (+) ou déficit (-) prévu de l'ensemble du secteur public selon les comptes nationaux

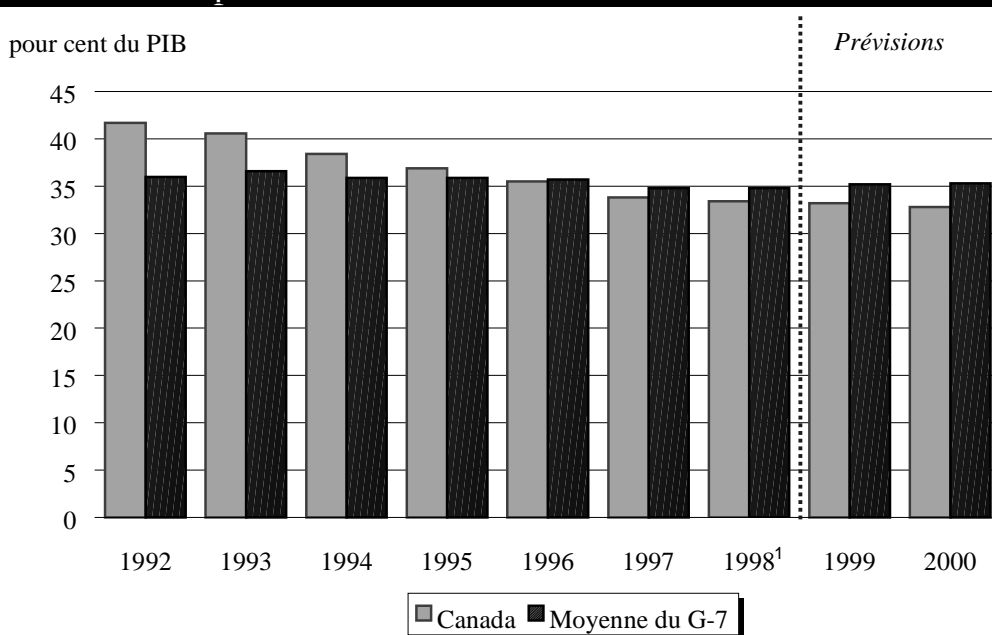


Source : *Perspectives économiques de l'OCDE*, N° 64 (décembre 1998)

- ✓ Selon l'OCDE, les excédents budgétaires du Canada devraient croître de façon constante au cours des prochaines années en l'absence de nouvelles initiatives fiscales ou de dépenses. La performance du Canada devrait demeurer supérieure à celle des autres pays du G-7.
- ✓ L'OCDE prévoit que, d'ici l'an 2000 (sur la base des programmes et politiques actuels), le Canada et les États-Unis seront les seuls pays du G-7 à avoir enregistré un excédent budgétaire au cours de quatre années consécutives.

Le Canada a réalisé la plus importante réduction des dépenses de programmes en proportion du PIB

Dépenses de programmes de l'ensemble du secteur public selon les comptes nationaux



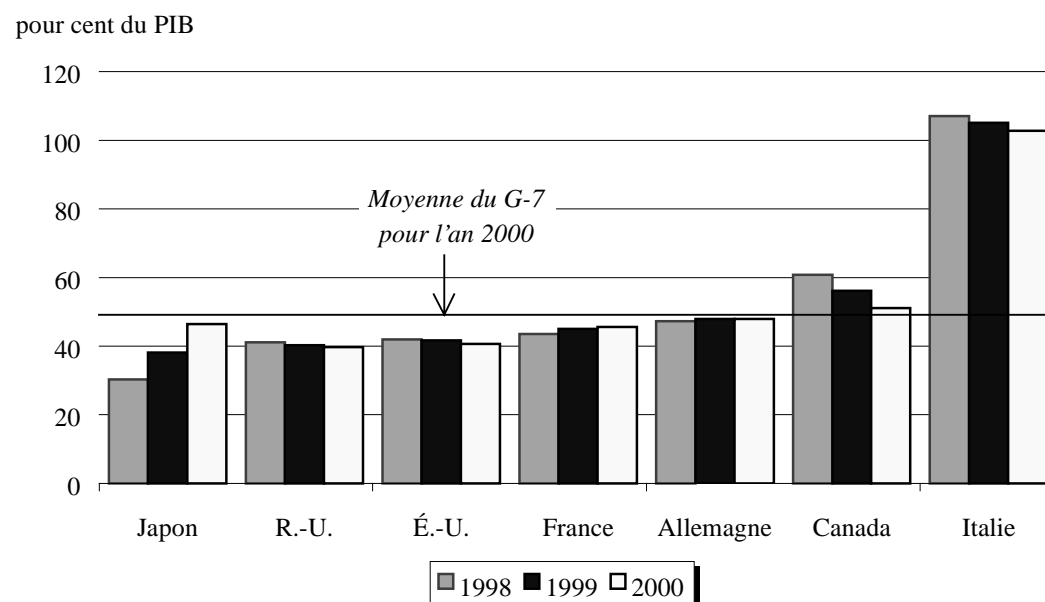
¹ Estimations

Source : *Perspectives économiques de l'OCDE*, N° 64 (décembre 1998)

- ✓ Exprimées en pourcentage du PIB, les dépenses de programmes de l'ensemble des administrations publiques canadiennes ont diminué de 7,9 points de pourcentage de 1992 à 1997, comparativement à 1,2 point de pourcentage en moyenne pour les pays du G-7.
- ✓ En proportion de la taille de l'économie, les dépenses de programmes du Canada se situent maintenant sous la moyenne des pays du G-7, et cette situation devrait se poursuivre.
 - ⇒ En 1999 et en l'an 2000, le ratio des dépenses de programmes au PIB du Canada sera le plus bas du G-7, derrière les États-Unis.

Le ratio de la dette nette au PIB du Canada diminue rapidement

Dette nette prévue de l'ensemble du secteur public selon les comptes nationaux



Source : Perspectives économiques de l'OCDE, N° 64 (décembre 1998)

- ✓ Le ratio de la dette nette au PIB du Canada demeure élevé, que ce soit par rapport aux normes internationales ou dans une perspective historique.
- ✓ Cependant, après avoir atteint un sommet en 1996, le ratio de la dette au PIB est maintenant engagé nettement sur une trajectoire descendante.
 - ⇒ Selon les estimations de l'OCDE, de 1998 à l'an 2000, le ratio de la dette nette au PIB du Canada chutera de près de 10 points de pourcentage, soit la plus forte diminution parmi les pays du G-7.
 - ⇒ Cela aura pour effet de ramener l'écart entre le ratio de la dette nette au PIB du Canada et la moyenne du G-7 à un peu plus de 3 points de pourcentage en l'an 2000, comparativement à environ 20 points de pourcentage d'écart en 1997.